



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Les acteurs de l'économie informelle dans l'arène politique: l'utilisation stratégique de l'espace politique par les taxis-motos au Bénin

Assouma, K.

Citation

Assouma, K. (2022, September 13). *Les acteurs de l'économie informelle dans l'arène politique: l'utilisation stratégique de l'espace politique par les taxis-motos au Bénin*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3458723>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3458723>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

CHAPITRE X : ACQUIS ET LIMITES DE L'ACTION COLLECTIVE SUR LES CONDITIONS DE LA CORPORATION DES *ZÉMIDJAN*

Ce chapitre aborde de manière transversale comment les rationalités qui gouvernent les initiatives collectives, dans leurs variantes et suivant les positions des acteurs, affectent les conditions de vie et de travail des *zémidjan*. Il examine l'importance de la prise en compte des aspirations des différents acteurs dans les questions centrales aux actions collectives et leurs implications dans l'élaboration des stratégies d'action. L'objectif étant de mettre en lumière leurs influences sur la perception qu'ont les acteurs de leurs conditions.

En fait, il est apparu dans le développement des chapitres précédents que les *zémidjan* ont usé et continuent de faire usage d'une pluralité de stratégies dans leurs interactions quotidiennes avec les autres acteurs sociaux pour défendre leur existence et essayer d'améliorer leurs conditions sociales. Certes, l'efficacité avérée pour plusieurs aspects de ces stratégies dans leur diversité est abordée le long de ces chapitres. L'évolution du statut social de l'activité de petit métier de débrouille à son érection au rang de profession, en passant par sa reconnaissance administrative, en sont des évidences. L'ensemble de ces avancées est l'aboutissement de diverses actions dont les initiatives collectives ont une contribution significative. Aussi, les stratégies d'action ont-elles été renouvelées dans le temps et une synthèse des avancées qu'elles ont procurées à la corporation permettront d'en apprécier l'efficacité. Il s'agit d'interroger les processus d'aboutissement de certains de ces acquis. Plus explicitement, on examinera si les résultats obtenus sont les finalités d'objectifs définis *a priori* et atteints suite à la mise en exécution de stratégies bien planifiées ou plutôt des résultantes imprévues de stratégies initialement non harmonisées et non orientées dans le sens de telles finalités ?

Cet examen conduira dans la dernière partie du chapitre à la discussion sur certaines bases théoriques de la question principale de recherche, notamment celles relatives à la manifestation de l'activisme politique et du clientélisme dans la corporation des *zémidjan*.

10.1. PRINCIPAUX ACQUIS DES ACTIONS CORPORATISTES

10.1.1. Représentations sur la notion d'action collective chez les *zémidjan*

Les dynamiques d'initiatives collectives explorées tout au long des chapitres précédents requièrent, à l'étape actuelle de notre analyse, que l'on reprécise la notion d'action collective pour mieux la circonscrire dans le monde des *zémidjan*.

En général, l'acceptation qui se déduit naturellement de la littérature tant grise que scientifique,

qui ne s'attarde pas souvent à en préciser suffisamment les contours, de même que la compréhension qu'en ont la plupart des acteurs rencontrés sur le terrain, renforcent l'appréhension sur la nécessité de procéder à l'élucidation de la notion d'action collective.

En effet, l'idée la plus courante que les organisations des *zémidjan* entretiennent sur les actions collectives au sein de leur corporation, avec la conception implicite qu'elles les planifient et les contrôlent pour l'atteinte de buts précis, est erronée. Certes, quelques actions collectives initiées par les organisations ont été menées avec des résultats probants. Toutefois, les dynamiques à l'œuvre ressortent que les actions collectives les plus courantes sont les manifestations spontanées. Nos données empiriques montrent bien que ces actions collectives spontanées ont plus de force de mobilisation dans la corporation et induisent des réponses plus rapides de la part des décideurs politiques. Elles affectent plus la société dans son ensemble. Ces mouvements d'expression corporatiste ne sont ni initiés ni véritablement contrôlés par les organisations, même si à la fin du processus les leaders d'organisation sont les interlocuteurs qui mènent les négociations au nom de la corporation.

Par ailleurs, le fait que dans leurs interrelations avec les autres acteurs sociaux, particulièrement les décideurs politiques, les leaders d'organisations surfent constamment dans leurs discours sur la force des actions collectives pour se prévaloir une certaine capacité de réaction fait partie de la gestion de l'asymétrie d'information dans le jeu d'intérêts entre les deux groupes d'acteurs. Le rôle des organisations dans l'amélioration du statut social de la corporation et celui des leaders dans les négociations de dénouement des tensions émanant des mouvements spontanés participent à la construction de la perception inexacte de leurs forces hégémoniques sur le mouvement collectif. Il ressort de cette clarification qu'il faut relativiser la force des actions collectives par rapport à celle des organisations.

Dans leurs variétés, les initiatives collectives des *zémidjan*, qu'il s'agisse de l'institutionnalisation de la corporation, des actions collectives ou individuelles opérant par des stratégies silencieuses, souterraines ou de protestations publiques sont parvenues à opérer des changements significatifs sur les conditions de vie et de travail des acteurs avec le temps. Le bilan des avancées peut être résumé en cinq points : reconnaissance administrative et représentation de la corporation ; participation à la cogérance de la corporation ; construction de passerelles de négociation de l'exercice de travail au grand nombre ; renforcement institutionnel des organisations par l'action collective ; la protection sociale.

10.1.2. Reconnaissance administrative et émergence de porte-voix pour la représentation

L'idée des *zémidjan* de se mettre en organisation a été guidée un peu partout par la volonté d'acquérir une reconnaissance de leur statut de travailleur et celle de l'existence de leur corporation. Cela constituait une première étape dans l'atteinte du but de la défense de leurs intérêts matériels et moraux affiché par les premières organisations du monde des taxis-motos dans toutes les villes. L'institutionnalisation de la corporation, la reconnaissance administrative des autorités locales et l'élaboration des premières mesures de l'État central pour réglementer la corporation ont conféré, au-delà de la légitimité sociale, une légalité à la corporation. Le point culminant de cette reconnaissance a été une première audience des leaders de l'UCOTAC avec le Président de la République en tant que représentant du monde des taxis-motos ; une activité dont le statut de légalité était encore confus quelques mois auparavant. Les démarches entamées en 1992 pour rencontrer le Chef de l'État ont pris plusieurs mois pour être concluantes. L'un des leaders de l'époque dans des propos empreints de fierté et de satisfaction a déclaré que : « Même si cela a pris le temps que ça a pris, ça a fini par aboutir en 1993 à une audience avec le Président Nicéphore Dieu-Donné Soglo ».

À partir de l'institutionnalisation des organisations, l'élite corporatiste que constituent les leaders d'organisations assure la représentation légitime de la corporation dans leurs localités respectives. Les *zémidjan* se dotent ainsi de figures qui servent de porte-parole de la corporation auprès de l'État, en premier lieu, et avec les autres acteurs sociaux, d'une manière générale. Cela règle le problème de représentation et de "voix" (*Voice*) d'un groupe professionnel jusque-là méconnu. Les trajectoires d'accession à cette position d'élite et l'expérience complétée au fil du temps affûtent les leaders pour faire face aux enjeux de leur corporation.

L'évolution des fonctions sociales du *zémidjan* a un lien avec leurs initiatives d'agir collectivement. Si l'on prend leur qualité de vecteur de communication qui les a propulsés dans la mobilisation sociale, qui a été par la suite réinvestie en une force politique, elle a été canalisée et rendue possible dans le cadre des organisations. Le rôle central qu'ont joué les leaders sur le dernier aspect n'aurait pas été possible si les organisations n'étaient pas nées pour les faire émerger et les établir dans la position d'élite.

10.1.3. Participation à la cogérance de la corporation

L'initiative de la structuration de leur milieu par les acteurs a favorisé le rôle actif des organisations dans la gestion de la corporation. La délégation de ce pouvoir par les autorités locales dans les villes de Natitingou, Parakou et Kandi où les acteurs ont été proactifs dans la

démarche de reconnaissance administrative, a contribué à leur processus de professionnalisation. Même à Cotonou où l'initiative d'organisation au niveau local est intervenue en réaction à l'annonce des mesures de réglementation, les organisations ont une forte présence dans le mode de gouvernance de leur activité.

Les mesures prises par les administrations locales depuis la décentralisation, dans la continuité de ce qui se faisait avant, participent au renforcement de l'État dans l'accompagnement de la volonté manifeste des taxis-motos à se professionnaliser et régir leur corporation. Leur importance sur plusieurs plans dans le fonctionnement de l'État à la base a conduit les pouvoirs locaux, dont ils font partie intégrante par la co-production du service public de transport interurbain, à les aider progressivement à atteindre ce but en ne restant pas seulement attachés qu'à l'atteinte de l'objectif économique de recouvrement des taxes. Cette participation à la cogestion de l'activité a réduit l'implication des forces de l'ordre dans les opérations de contrôle et, par ricochet, le harcèlement policier. L'exploitation de cette portion de pouvoir acquise a servi dans les stratégies déployées pour faciliter la négociation des conditions favorables de réglementation du travail.

10.1.4. Allègement de la réglementation pour le maintien du grand nombre dans l'activité

La résultante des acquis précédents est que désormais dans les processus de prise de décision qui touchent directement la corporation, les leaders d'organisations sont associés à un niveau donné. Des espaces d'échanges et de négociation sont créés par les gouvernants pour faciliter cette collaboration. L'avènement de la décentralisation a renforcé un peu plus ce lien en valorisant la contribution des taxis-motos à l'économie locale et surtout en accordant un peu plus d'importance à leurs organisations en raison de la reconfiguration de l'arène locale de pouvoir. Cette évolution du statut social du *zémidjan* facilite la collaboration avec les autres acteurs sociaux (PTF, les OSC, et les partis politiques).

La participation des organisations, à travers leurs leaders, aux instances de prise de décisions importantes, a permis par des négociations collectives formelles et informelles d'alléger les réglementations proposées pour maintenir un grand nombre d'opérateurs dans l'exercice du travail. Dans les localités où la prise en main de la gestion de la corporation par les organisations a coïncidé avec l'élaboration de la réglementation, ou a précédé celle-ci, cela s'est passé de manière relativement plus aisée. À Cotonou où la démarche n'a pas été analogue aux autres villes, l'idée décisive qui a poussé à la mise en association à visée syndicale était de s'organiser pour mieux négocier la réglementation de l'activité. La première bataille collective mémorable

dont parlent les plus anciens est la mobilisation qui a découlé de là et qui leur a permis d'avoir gain de cause face à ce qu'ils soupçonnaient de plan des gouvernants pour éradiquer leur gagne-pain.

L'ensemble des avancées pour faciliter la réglementation a été maintenu et a même connu une amélioration dans le temps. L'aspect le plus concerné a été les négociations effectuées partout pour passer le paiement des taxes à une échéance annuelle beaucoup moins stressante pour les conditions de travail que l'échéance mensuelle initiale.

10.1.5. Renforcement institutionnel des organisations par l'action collective

Il a été démontré que la pluralité des intervenants dans la dynamique organisationnelle des taxis-motos a donné à la corporation l'accès aux ressources de l'État et aux guichets des donateurs internationaux. Les interventions provenant de ces sources ont participé à renforcer le fonctionnement institutionnel des organisations. Certes, les ONGs internationales et locales ainsi que les administrations locales ont servi d'intermédiaire mais, ceux qui se sont le plus illustrés dans le renforcement institutionnel sont les confédérations syndicales. Parmi les quatre villes de la recherche le plus grand nombre d'organisations de type syndicat de base affilié à une confédération syndicale est enregistré à Cotonou où se trouve le quartier général des centrales syndicales. Il est constaté qu'au fur et à mesure qu'on s'éloigne de Cotonou, les villes comportent moins de syndicats de *zémidjan* formellement constitués avec un lien d'affiliation à une confédération syndicale. Du point de vue des leaders d'organisations, le renforcement institutionnel dont ils ont bénéficié a été sur quatre principaux plans.

L'accompagnement des confédérations syndicales depuis l'élaboration des textes à l'aboutissement du processus de constitution en syndicat de base, a été un appui stratégique pour plusieurs organisations, telles que SYNAPROZEB de Natitingou et SYNCOTAMOB de Parakou, pour être en mesure de naître et fonctionner dans une atmosphère hostile à la création d'une deuxième organisation au sein de la corporation dans leur ville respective.

Sur un deuxième plan, les activités de renforcement institutionnel les plus précieuses aux yeux des leaders d'organisations sont liées à des réseaux internationaux de travailleurs. L'affiliation de l'UCOTAC à la CSA-Bénin⁸⁷ lui a ouvert la voie de l'adhésion à la Fédération Internationale

⁸⁷ La centrale syndicale à laquelle elle est officiellement affiliée depuis 1997.

des ouvriers du Transport (ITF)⁸⁸ qui est allié à la Confédération Syndicale Internationale (CSI) avec qui CSA-Bénin est liée. Les organisations de la société civile agissant en tant qu'intermédiaires des partenaires au développement facilitent également la connexion des organisations à des réseaux internationaux.

Sur un troisième plan, un acquis important est le renforcement de capacités des leaders pour les aguerrir à assurer pleinement leurs responsabilités à travers la participation aux séminaires, ateliers, conférences, ou autres formations. De pareilles opportunités outillent progressivement les leaders à développer des compétences pour faire les diagnostics des problèmes, formuler les revendications, élaborer des stratégies d'action et conduire les négociations. Entrés dans la vie syndicale sans en avoir une véritable notion et sans aucune formation de base au syndicalisme, de l'aveu de la plupart d'entre eux, ces opportunités les ont aidés à progresser. Autant les partenaires nationaux, les réseaux internationaux offrent des passerelles à ces genres d'opportunités. En restant sur l'exemple du premier responsable de l'UCOTAC avec l'ITF, il a bénéficié de la formation des instructeurs syndicaux. Il a suivi trois modules du projet « Cercle d'étude » de l'ITF pour devenir animateur. À la suite de ce parcours, il a été retenu par l'ITF pour prendre part à une formation des instructeurs syndicaux à Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso). Il faut ajouter à ce parcours que par le biais de la fédération de l'informel de sa confédération syndicale, il a eu l'opportunité de suivre d'autres formations dont un stage sur la syndicalisation dans l'économie informelle à Bruxelles (Belgique) et à Naïrobi (Kenya) en 1998 et sa seconde phase sur la gestion des projets dans l'économie informelle à Bruxelles en 2007. Pour ce qui est de l'acquisition de l'expérience pratique au sein des confédérations syndicales, au cours de notre terrain, il a été observé dans quatre confédérations syndicales (CSA-Bénin, CGTB, UNSTB et COSI-Bénin) sur les six qui intervenaient dans l'économie informelle, l'un des responsables de syndicat de base de *zémidjan* dirige la Fédération dédiée à l'informel ou est membre du bureau national. L'occupation de telles positions procure des expériences pratiques aux leaders pour la gestion de leurs organisations de base.

Sur un quatrième plan, les divers partenariats offrent des opportunités d'accumulation de biens distributifs aux organisations. Le renforcement institutionnel est dans la plupart des cas sous forme de projet d'intervention mis en œuvre au profit des membres. Dans un environnement

⁸⁸ L'International Transport Worker's Federation (ITF) est une organisation démocratique, indépendante et dirigée par les organisations qui y sont affiliées. Elle regroupe 670 syndicats de 140 pays et représente 19,7 millions de travailleuses et travailleurs de tous les secteurs des transports. Source : <http://www.itfglobal.org/fr/about-itf/>; consulté le 24 novembre 2018 à 13 :43.

pluri-organisationnel, la mise en œuvre d'un projet par ou au profit d'une organisation constitue pour les leaders une opportunité de biens redistributifs pour entretenir leur domination, étendre les bases de leur organisation et affirmer leur leadership au sein de la corporation. Cette perspective est la principale raison de la double stratégie adoptée par les organisations.

10.1.6. Alternative au déficit de protection sociale

Le bilan des acquis dans le quotidien des *zémidjan* renvoie de manière évidente vers la protection sociale, le défi majeur qui caractérise le milieu du travail informel au Bénin (Assouma, 2017). Le renforcement des initiatives internes de solidarité et d'entraide par l'action sociale puis la mobilisation sociale a engendré une alternative au déficit de protection sociale sous ses différents aspects : assistance sociale, sécurité sociale et prévoyance sociale. Les pratiques d'entraide et de solidarité internes ont constitué le socle des organisations primaires autour des parcs qui ont facilité la création des organisations corporatistes. Ces dernières ont en retour élargi et consolidé ces mécanismes pour assurer un minimum d'assistance sociale entre les membres d'une même organisation. Ainsi, l'adoption de la tontine dans le milieu des *zémidjan*, en alternative au système d'épargne et de crédit, apporte une possibilité de mobilisation de ressources pour les investissements d'avenir afin de se maintenir en activité ainsi que de sécuriser l'après carrière dans le *zémidjan*.

L'instauration et la généralisation de la norme pratique de contrat écrit est un autre acquis considérable pour la sécurisation du travail. Elle a réduit les risques de précarité de l'emploi en apportant une certaine garantie dans la perspective de carrière. Les investisseurs privés se sont inspirés de la pratique de contrat de location-vente pour développer des offres d'accès à l'investissement initial en vue de l'acquisition de la moto. Les projets d'intervention de l'État et des partenaires internationaux, qui ont constitué aussi des canaux de facilitation d'acquisition de moto, vont souvent un peu plus loin dans l'objectif de l'assistance sociale, en pratiquant des taux d'intérêt quasiment nuls ou en créant des conditions qui ont fait baisser le coût d'achat des motos. Ces interventions sont généralement suivies de dotation en équipement professionnel (casque, blouse), renforcement de connaissance sur le code de la route, abonnement à un régime d'assurance et de couverture sanitaire sur une période donnée.

Les interventions évoquées sont également en lien avec la sécurité et la santé au travail. Celles de l'État, sur ce plan, ont été plus focalisées sur le bien-être des *zémidjan* en tant que groupe vulnérable à la pollution. Une série de projets d'appui à la prévention de la pollution de l'air à Cotonou, débuté en 2000 par le financement de la Coopération Danoise et l'Agence Béninoise

de l'Environnement (ABE), a fait bénéficier de manière régulière à des cohortes de 50 *zémidjan* au début et 200 par la suite un suivi sanitaire spécialisé. Piloté par une équipe d'universitaires ayant à sa tête le professeur Benjamin Fayomi, spécialiste en toxicologie clinique, le projet fait des consultations médicales suivies d'analyses sanguines et d'exams radiologiques pour diagnostiquer et prévenir les risques sanitaires encourus par les conducteurs dans leur environnement de travail pollué. Cette intervention a permis aux bénéficiaires de prendre conscience de leur état de santé, selon les leaders d'organisation. Ceux chez qui sont détectées des affections graves (tumeurs ou des maladies respiratoires aiguës) sont conseillés de quitter l'activité ou réduire le temps de travail. Ceux qui se sont entêtés sont tombés gravement malades par la suite et certains sont décédés, selon le témoignage d'un autre leader. D'autres comme ce dernier, ayant pris conscience de leur état de santé, ont progressivement réduit leur temps de travail pour se réinvestir dans des activités parallèles. Le mal qui lui a été détecté est l'hypertension et son activité de reconversion est l'élevage de lapin. Ce projet dispose d'un fond de suivi médical pour fournir les produits d'urgence aux malades détectés avant de les mettre sous prescription médicale et de les orienter vers des spécialistes si nécessaire. De leur côté, les interventions des PTFs sont plus présentes dans la couverture sanitaire et la prévoyance sociale. Dans cette optique, l'extension des réseaux de mutuelles de santé telles que APROSOC (Action pour la Protection Sociale) à certaines organisations ; la souscription à une assurance responsabilité civile et une assurance maladie pour le conducteur bénéficiaire d'autres interventions ; sans passer sous silence l'installation du centre de santé humanitaire au profit des *zémidjan* à Calavi dans la banlieue de Cotonou ; sont autant d'acquis pour la corporation.

Ce point global, mais non exhaustif, présente des acquis qui ont été l'œuvre cumulée des divers acteurs de l'environnement tant interne qu'externe à la corporation, sans la possibilité d'une démarcation nette du type d'acquis exclusif à une catégorie spécifique d'acteurs. Les PTFs et les structures de l'État sont intervenus autant dans le renforcement institutionnel des organisations que les confédérations syndicales. Si la constance est que les activités des confédérations syndicales sont à l'endroit de leurs organisations affiliées, elles ont servi en partie d'intermédiaire à l'instar des ONGs nationales, internationales et autres structures d'appui techniques à bon nombre d'interventions directes sous forme de projet et financés par les partenaires au développement. Du côté de l'État, la reconnaissance de l'institutionnalisation de la corporation et l'implication des acteurs dans la cogestion de l'activité dans toutes les villes participe à l'autonomie financière et au renforcement institutionnel des organisations. Il a été démontré à suffisance que les acquis en termes de protection sociale sont la résultante des

partenariats avec l'ensemble des acteurs sociaux en incluant évidemment des organisations corporatives. Enfin, l'accumulation de ces avancées a été possible grâce à une variété de stratégies développée par les acteurs de *zémidjan* autour des questions d'intérêt commun ou de groupe. La volonté de se mettre ensemble pour faire entendre leur voix afin de lutter pour l'amélioration de leurs conditions est le principal but de leurs initiatives collectives.

Cette synthèse des acquis auxquels ces initiatives ont abouti démontre un changement fondamental par rapport à leur situation de départ. Cependant ces avancées font l'objet de récriminations qui requièrent qu'on examine leurs possibilités éventuelles d'optimisation.

10.2. ENTRAVES À L'OPTIMISATION DES ACQUIS DES ACTIONS COLLECTIVES

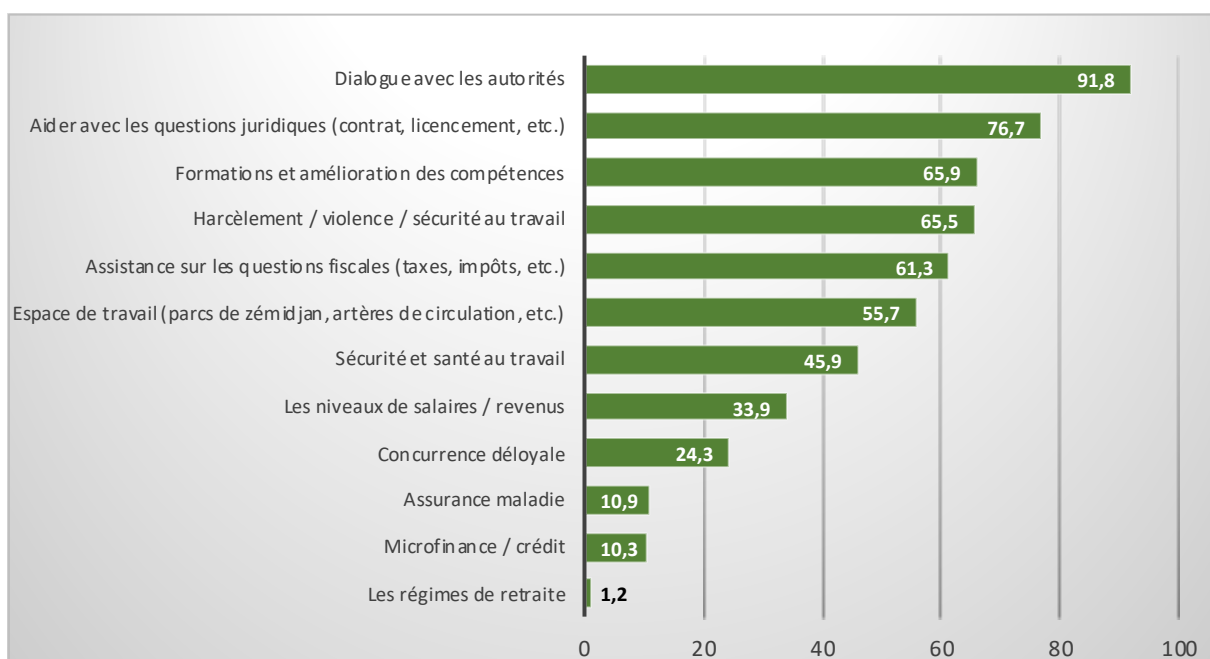
Le caractère pluriel de catégorie d'acteurs contribuant à la concrétisation des acquis implique une divergence d'intérêts. Chaque catégorie agissant suivant son propre agenda ; ce qui est prioritaire pour les acteurs de la corporation n'est pas forcément la priorité pour les autres acteurs. Il apparaît, ainsi, un potentiel de faiblesse à l'optimisation des avantages tirés par la corporation. Mais avant toute chose, la capacité à tirer un meilleur profit des fenêtres d'opportunités est tributaire de la cohérence des priorités visées par les acteurs eux-mêmes à travers divers types d'initiatives.

10.2.1. Divergence des priorités des initiatives collectives et des principales aspirations de la corporation

Le premier point de faiblesse à l'optimisation des acquis des initiatives collectives identifiés est la faible convergence des préoccupations centrales avec les diverses actions d'influence des *zémidjan* ainsi qu'avec les aspirations profondes qu'ils ont sur leur perspective d'avenir. Les initiatives d'influence sont relatives aux actions collectives spontanées, aux initiatives des organisations corporatistes et aux partenariats partisans avec les acteurs politiques.

Le chapitre précédent a montré que les préoccupations centrales portées par les mouvements de protestation spontanée sont liées aux difficultés quotidiennes d'exercice du *zémidjan*. La concordance entre les priorités de ces mouvements spontanés n'est pas avérée avec les questions centrales aux initiatives collectives planifiées par les organisations. Ces dernières s'inscrivent plutôt dans une vision à long terme de l'activité, d'une part, et demeurent sous l'influence des priorités des partenaires de l'environnement extérieur, d'autre part. Toutefois, l'institutionnalisation de la corporation a dévolu aux organisations la responsabilité légitime de représentation et positionné les leaders dans le rôle de négociateurs dans les espaces ad hoc ou structurels de négociation avec les autorités politico-administratives pour tous les types

d'actions collectives, qu'elles soient spontanées ou initiées par elles. Dans la gestion des relations de la corporation avec l'environnement extérieur, ce sont les mêmes leaders qui assurent le courtage avec les acteurs politiques dont font partie les décideurs politiques. En raison de cet état de fait, à travers leurs leaders, les organisations sont donc perçues par les autres acteurs de la corporation comme ceux qui sont à même d'exercer l'influence sur les politiques publiques dans la continuité des actions collectives. Cette perception est illustrée par les opinions des conducteurs de taxis-motos de Cotonou, recueillies lors de l'enquête quantitative du programme de recherche, sur les domaines dans lesquels ils pensent que leurs organisations sont plus actives. La tendance qui en découle est résumée par la figure suivante.



Source : Enquête quantitative, octobre 2015.

Figure 8 : Opinions des zémidjan de Cotonou sur les domaines dans lesquels leurs organisations sont actives

En effet, pour neuf répondants sur dix zémidjan interrogés, le « dialogue avec les autorités » est le domaine où ils pensent que leurs organisations sont les plus actives. Il faut préciser que tout contact des leaders avec les autorités politico-administratives, même si cela ne s'effectue pas dans un cadre formel de négociation, est perçu dans la corporation comme une démarche de négociation avec l'autorité. Cela concorde avec la nature tant formelle qu'informelle des relations et des stratégies d'influence développées envers les représentants de l'État. Par ordre d'importance, les cinq domaines actifs des organisations identifiés par la suite, par la majorité des répondants, sont relatifs à des préoccupations d'exercice quotidien de l'activité. Ils sont liés aux acquis de la corporation. Les préoccupations d'avenir sont par contre ressorties beaucoup

plus faiblement. Malgré la présence des organisations dans toutes les instances de négociation, la résolution des préoccupations centrales aux initiatives spontanées et la visibilité que cela procure aux organisations sont les aspects sur lesquels elles paraissent les plus actives au détriment des questions que portent leurs propres initiatives. Ces données prouvent qu'elles ne parviennent pas à faire le pont entre les priorités des deux catégories d'actions collectives.

D'un autre côté, les aspirations de la corporation ont été recueillies dans un premier temps par l'enquête quantitative du programme de recherche réalisée auprès des conducteurs de taxi-moto Cotonou. Le tableau suivant présente les aspirations des répondants :

Tableau V: Opinions des zémidjan de Cotonou sur les domaines les plus importants dans lesquels leurs organisations devraient être actives

Domaines spécifiques	Pourcentage valide
1. Dialogue avec les autorités	36,6
2. Les niveaux de salaires / revenus	12,6
3. Formations et renforcement des compétences	8,6
4. Aider avec les questions juridiques (licenciement, contrat, etc.)	8,6
5. Assurance maladie	8
6. Les régimes de retraite	6,9
7. Microfinance / crédit	4
8. Espace de travail (les parcs de taxi, artères de circulations, etc.)	4
9. Harcèlement / violence / sécurité au travail	3,4
10. Assistance sur les questions fiscales (impôts, etc.)	2,9
11. Sécurité de la santé au travail	2,3
12. Concurrence déloyale	2,3
Total	100

Source : Enquête quantitative, octobre 2015.

Les résultats affichent une large distribution des opinions des zémidjan de Cotonou sur les priorités devant être visées par les actions de leurs organisations. Cité par plus du tiers des répondants (36,6%), le « dialogue avec les autorités » arrive largement en tête des aspirations. Il est suivi de cinq préoccupations indiquées dans des proportions qui avoisinent un répondant sur dix en lien avec la perspective d'avenir ou de carrière. Il s'agit des niveaux de salaires/ revenus ; formation et renforcement des compétences ; aide sur les questions juridiques ; assurance maladie ; et régimes de retraite. Dans la deuxième partie du tableau, les questions sur les préoccupations liées à l'exercice quotidien de l'activité sont beaucoup plus apparues dans des proportions relativement plus faibles et varient entre 4% et 2,3%.

Ces résultats ont été approfondis par l'enquête qualitative réalisée sur l'ensemble des quatre

viles de la recherche. Les aspirations des conducteurs de taxi-moto recueillies présentent trois principales tendances de réponses. La première tendance de réponse est une « demande de plus de volonté politique pour l'amélioration de leurs conditions ». Exprimée par la quasi-totalité des enquêtés, elle vient préciser un peu plus l'aspiration du dialogue avec les autorités obtenue par l'enquête quantitative à Cotonou. Cette forte attente est exprimée d'une manière presque automatique en préalable à deux autres qui sont des perspectives d'avenir tel qu'il a été le cas pour l'enquête quantitative. Quelques expressions qui rendent compte de ces opinions sont : « que les autorités pensent à nous aussi. Nos conditions de travail sont difficiles. Il n'y a pas que les fonctionnaires, qu'elles essaient de nous assister aussi pour obtenir quelques facilités comme la prise en charge [la couverture sanitaire] »⁸⁹ ; « il faut que nos dirigeants politiques tiennent parole et réalisent les promesses faites dans leurs projets de sociétés. Il faut qu'ils aient le courage d'attaquer les vrais problèmes des *zémidjan* »⁹⁰ ; « Il faut que les autorités nous aident. Qu'elles nous trouvent des financements pour réaliser nos projets. On a des ambitions mais ce sont les moyens qui nous manquent. C'est ce qui fait qu'on est toujours dans ce travail »⁹¹.

En réalité, la requête d'une volonté politique, par un dialogue avec les autorités ou le souhait de la réalisation de leurs promesses, est beaucoup plus un moyen visé pour la concrétisation des deux autres aspirations qui sont des options possibles pour parvenir à une perspective de meilleures conditions de travail et de vie. Parmi ces deux aspirations qui suivent et qui sont des options de voie pour la perspective d'avenir, la tendance de réponse exprimée en majorité est « la reconversion professionnelle dans d'autres domaines d'activités ». Elle a été principalement affirmée par les nouveaux entrants dans le *zémidjan* détenant une autre qualification professionnelle et les plus anciens ayant déjà dépassé une dizaine d'années dans l'activité. Les domaines les plus ciblés par les aspirants à la reconversion professionnelle sont l'agriculture, le transport, l'artisanat ou dans les formations professionnelles initiales des conducteurs. La seconde aspiration pour la perspective d'avenir est la consolidation de la « professionnalisation du *zémidjan* » pour en faire un travail décent. *A priori*, ces deux aspirations profondes des *zémidjan* suivent deux voies opposées car la reconversion professionnelle suppose une sortie de l'activité alors que la consolidation professionnelle pour en faire un travail décent vise son développement. Cependant, elles convergent toutes *in fine*

⁸⁹ Discussion de groupe avec les conducteurs de taxi-moto, Parakou, le 29 Novembre 2015.

⁹⁰ Entretien avec T. D-Y. leaders d'organisation, Cotonou le 12 Juin 2018.

⁹¹ Entretien avec D. A., leader d'organisation, Natitingou, le 30 Mai 2017.

vers l'aspiration central d'un besoin de travail décent. Si la professionnalisation du métier peut y conduire, tant mieux. Si c'est une autre alternative qui permet d'y accéder, les acteurs sont prêts à s'y orienter. On est dans une logique d'une quête de travail sécurisant pour le statut social et le bien-être continu même pour les vieux jours, impliquant ainsi la protection sociale.

Par ailleurs, le fait que la modalité de réponse le « dialogue avec les autorités » se soit nettement démarquée comme la principale aspiration (tableau V) en même temps qu'elle constitue la plus forte modalité d'influence des organisations des *zémidjan* (figure 8) de l'enquête quantitative laisse penser à une incohérence. Cela n'a pas manqué de susciter de vives réactions lors de la Conférence de dissémination des résultats du programme organisé au Chant d'Oiseau de Cotonou le 06 mars 2017. Particulièrement, certains représentants de la société civile, PTF et réseaux d'organisations de travailleurs informels avaient exprimé leur incompréhension. Les discussions à la conférence ont offert l'occasion d'élucider la bonne cohérence des réponses des acteurs informels visés par le programme dont l'enquête quantitative qui a couvert les commerçants du marché Dantokpa et les taxis-motos de Cotonou a donné les mêmes tendances pour ces deux variables. La première réponse en tant que principal domaine d'influence établit l'existence de relations intenses entre les organisations et les autorités politico-administratives ; ce qui a favorisé les avancées engrangées. En revanche, la deuxième réponse en tant que principale aspiration ressort la non satisfaction de l'exploitation qui est faite de ces relations. Il s'agit clairement d'une aspiration à parvenir avec les décideurs politiques à un type de relation pouvant apporter des transformations structurelles pour atteindre les perspectives d'avenir des *zémidjan*, au-delà de la gestion de l'exercice quotidien du travail et des liens partisans qui offrent des avantages immédiats éphémères. Du point de vue de la vie associative, le sens que revêt cette aspiration est que la représentation directe, c'est-à-dire celle des organisations de travailleurs informelles par elles-mêmes, aux cadres légaux de dialogue avec l'État représente pour les travailleurs informels un moyen pour régler efficacement la plupart de leurs préoccupations. Il s'agit d'une expression de la non satisfaction du caractère non direct de leur représentation, en l'occurrence par les centrales syndicales de travailleurs formels, à des instances importantes de décision.

L'analyse comparée montre que les deux aspirations profondes de la corporation sont des préoccupations qui sont faiblement apparues dans les domaines où les organisations sont les plus actives (figure 8) donc sur lesquelles les *zémidjan* ne ressentent pas l'influence de leur *agency* collective. Les changements attendus par ces aspirations ne concordent pas avec les questions centrales aux mouvements collectifs spontanés et ne le sont qu'en partie avec les

questions prioritaires aux actions collectives initiées par les organisations (voir 9.3.1.3.). Quant à la concordance avec les préoccupations au cœur des partenariats politiques, le chapitre IX (9.3.2. et 9.3.3.) a mis en lumière le caractère versatile des intérêts au cœur de ces partenariats pour conclure à la figuration qui n'apporte pas un gain substantiel en termes de politiques publiques structurantes au profit des *zémidjan*. Pour comprendre le lien entre les préoccupations de ces trois types d'initiatives, il faut partir de la double réponse sur le dialogue avec les autorités (figure 8 et tableau V). En effet, il existe une intensité relative d'échanges entre les leaders d'organisations et les autorités à divers niveaux avec des retombées qui n'ont pas pu intégrer les principales aspirations de la corporation. D'après les leaders, ce n'est pas faute d'avoir essayé ou par manque de volonté de leur part. Les principales aspirations sont, en partie, les questions que portent les initiatives de leurs organisations mais sur lesquels ils parviennent à exercer très peu d'influence. La principale raison provient du fait que dans les cadres de négociation avec les autorités locales et intermédiaires, il leur est souvent opposé l'incapacité des décideurs à ces niveaux à apporter des réponses à leurs préoccupations structurelles. Cette situation renforce la recherche de connexion avec l'État central, le niveau de dialogue le plus élevé. Il faut alors s'intéresser, dans ce cas, à comment l'interférence entre actions collectives et partenariats politiques peut être un atout ou une limite à la prise en compte des aspirations.

10.2.2. Déficiences du suivi des avancées issues des actions collectives et de capitalisation des expériences

Les revendications à la base des mouvements spontanés de protestation font ordinairement l'objet de négociation dans les cadres *ad hoc*. Ces instances de négociation ont souvent la mission de traiter la préoccupation unique que porte ce type de manifestation. Évidemment, la contrainte pour les gouvernants de trouver un compromis dans ces contextes explique l'efficacité unanimement reconnue pour ces initiatives. Cependant, la grande faiblesse des acquis qui en sont tirés reste leur consolidation sur le moyen et le long termes.

Le processus de suivi des acquis pour parvenir à leur pérennité est principalement remis en cause. La nature *ad hoc* de ces instances et le caractère non écrit des décisions qui en sont issues constituent des points de faiblesse clés, selon les leaders tacitement chargés d'assurer la veille en maintenant la pression sur les décideurs politiques afin qu'ils concrétisent leurs engagements. Cette carence dans la pérennisation des acquis des actions collectives à plus forte influence, que sont les mouvements spontanés, est également observée pour les autres types d'action. Elle met la lutte collective dans une spirale d'éternel recommencement par la remise en cause de manière fréquente des acquis à chaque remplacement d'autorités politico-

administratives. C'est le cas principalement dès que cela arrive au niveau des municipalités. La pratique courante de décisions non écrites pour ce qui concerne les acteurs de l'économie informelle justifie que le bilan des politiques publiques en direction des travailleurs informels et plus spécifiquement en faveur des taxi-moto ressort qu'elles sont rares, mal connues et paraissent insignifiantes par rapport aux espérances des acteurs (Assouma, 2017 : 34). Les documents écrits existants sont plus relatifs aux réglementations prises au niveau national qu'aux décisions opérationnelles prises au niveau local ou intermédiaire. Et pour les quelques normes officielles écrites tel que l'arrêté interministériel de 2006 sur la réglementation de l'exploitation des motos affectées au transport public de passagers (taxis-motos)⁹², il y a des écarts importants entre le contenu et les pratiques qu'on observe dans les différentes villes.

Un autre handicap dans la consolidation des acquis est l'emprise des intérêts personnels des leaders, souvent à travers la préservation des intérêts de leurs partenaires politiques, sur l'intérêt général. On n'a pu constater autour du projet de construction des abris par l'opérateur de télécommunications MTN au profit des *zémidjan* dans un partenariat avec la mairie de Cotonou que la profondeur des clivages partisans entre les leaders est souvent source d'affaiblissement dans le suivi de certaines décisions (voir 9.3.2.3.).

L'implication négative immédiate de la faiblesse du suivi des acquis ressort dans l'examen des pratiques de capitalisation des expériences accumulées par la corporation pour une efficacité des actions collectives. La capitalisation des acquis est une démarche qui permet de constituer un capital à partir des expériences de succès et d'échec cumulées par une organisation. Ce processus permet de produire, à partir des expériences, de la connaissance qui est mise au service de l'organisation et de la corporation pour plus d'efficacité dans les actions futures. Le déficit de cette valorisation des acquis d'expériences individuelles et institutionnelles pour les transformer en apprentissage partageable visant l'amélioration des pratiques collectives au sein de la corporation justifie en partie l'éternelle recommencement de la lutte collective. Que ce soit les stratégies, les buts visés ou la manière dont les actions collectives sont conduites, on ne note pas une consolidation sensible dans le temps par rapport aux vécus.

Les deux faiblesses liées au suivi des acquis et à la capitalisation des expériences révèlent le côté quelque peu illusoire des avancées obtenues par les actions collectives de même que l'efficacité des stratégies utilisées pour influencer les décideurs politiques. Ils exposent

⁹² Arrêté interministériel 2006 N° 012/ MTPT/MISD/DC/SG/CTTT/DGTT/SPC/SER portant réglementation de l'exploitation des motos affectées au transport public de passagers (taxis-motos).

également que les partenariats politiques qui se sont avérés des atouts d'influence constituent des limites à la concrétisation des aspirations profondes de la corporation. Quels sont, dans ce cas, les conditions de négociation des partenariats avec les acteurs politiques qui ne permettent pas de parvenir à une prise en compte des aspirations ?

10.2.3. Influence mitigée et contraintes liées à la négociation des partenariats politiques pour la prise en compte des aspirations

La réalisation de l'une ou l'autre des deux aspirations profondes de la corporation implique des changements structurels par le biais de programmes et de politiques publiques nationales. L'étape de négociation où les acteurs de *zémidjan* peuvent parvenir à obtenir la prise en compte de ces aspirations par les décideurs politiques de l'État central est celle de l'élaboration des projets de société électoraux des futurs chefs d'État ou au moment de l'élaboration des programmes d'action du gouvernement des présidents élus. Le fonctionnement du système partisan au Bénin depuis le début du renouveau démocratique en 1990 jusqu'en 2021 est tel qu'aucun parti politique n'est parvenu à remporter seul les élections présidentielles. De manière conventionnelle, le Président de la République élu fait un arbitrage entre les différents axes de son projet de société initial et des accords politiques négociés avec ses soutiens au premier et au second tour pour élaborer son programme d'actions de gouvernement qui constitue le guide d'orientation des politiques publiques durant son mandat. Quelles sont donc les bases des partenariats politiques des *zémidjan* avec les acteurs politiques et comment les questions au centre de ces partenariats ont influencé les axes prioritaires des différents programmes d'actions de gouvernement ?

Nous avons fait une exploration des projets de société des présidents élus qui couvre la période de 2001 à 2021. Avant la présidentielle de 2001 nous n'avons pas obtenu de projet de société de candidat élu. De même, la présence des taxis-motos dans l'arène politique n'avait pas atteint un niveau d'organisation conséquent pour en faire une analyse pertinente. Les projets de société des présidents de cette période comportaient tous une orientation constante sur le taxi-moto qui était une reconversion professionnelle des conducteurs. Il est sans équivoque que les réalisations à l'actif du programme d'actions du président Kérékou de 2001 à 2006 n'ont pas été le fruit d'une négociation de partenariat politique. Au contraire, les leaders du mouvement politique "Nouvelle Alliance des Zémidjan pour la Réélection du général Kérékou" (NAZEREK) ont justifié leur soutien à sa candidature en 2001 parce qu'ils épousaient sa vision et les actions qu'il a engagées depuis son mandat précédent pour la reconversion professionnelle des *zémidjan*. Il n'y a donc pas eu de négociations particulières sur les aspirations de la

corporation. Mais, avec les programmes d'actions de gouvernement des deux quinquennats du président Boni Yayi, de 2006-2011 et 2011-2016, les choses se sont passées quelque peu différemment.

En 2006, il y a eu des négociations non harmonisées de l'état-major du candidat avec divers regroupements politiques de *zémidjan* pour l'élaboration du projet de société. Mais elles n'ont pas toutes abouti à un soutien électoral formel de ces mouvements, au-delà du soutien populaire dont a bénéficié le candidat, selon les deux parties. Son partenariat avec le groupe de soutien de *zémidjan* qui l'a accompagné durant tout ce mandat a été scellé après son élection (voir chapitre VIII) et n'a pu être fondé sur des implications directes dans son programme d'actions de gouvernement. Les clauses tacites de soutien au régime du président Boni Yayi ont été plutôt sur une base clientéliste. Les leaders en avant-garde de ce groupe de soutien ont assuré un rôle de mobilisation permanente de la corporation pour un soutien partisan au régime. Pour réussir leur mission, ils ont utilisé la forme d'organisation la plus appropriée chez les *zémidjan* en créant le MOZEB. En revanche, l'élaboration du projet de société et, par la suite, du programme d'actions de gouvernement de 2011 ont fait l'objet d'une concertation des leaders de *zémidjan* qui ont été des partenaires politiques de premier rang dans la campagne de renouvellement du mandat du président Boni Yayi. Malgré les avancées sur les chantiers de l'amélioration des conditions de travail du *zémidjan* durant le premier mandat, l'aspiration de la reconversion qui était la seule qu'avait en perspective la corporation a été bien positionnée. Elle a été également la principale revendication des représentants de la corporation chaque fois qu'ils ont l'occasion de présenter publiquement des doléances aux décideurs politiques. Cependant, au terme du mandat, cette perspective a été le point le plus faible d'avancement des politiques publiques qui ont ciblé directement ou celles dont les externalités ont touché la corporation.

Pour la présidentielle de 2016, le taxi-moto a eu une place plus affirmée dans les plateformes programmatiques des candidats majeurs. Les leaders des organisations partisans ont pris une part active à la prise en compte des aspirations de la corporation. Un changement important est de la sorte intervenu par l'introduction d'une seconde orientation visant un renforcement de la professionnalisation pour faire du *zémidjan* un travail décent, concomitamment avec l'orientation traditionnelle de reconversion professionnelle. Le candidat du parti au pouvoir, Lionel Zinsou arrivé en tête au premier tour et deuxième à l'issue du scrutin final, en a été le premier à avoir exposé cette option et en a fait un de ses principaux arguments de campagne. Dans une démarche inclusive des principaux leaders politiques clés de *zémidjan* à Cotonou, des séances d'échanges avec divers experts et partenaires techniques potentiels ont eu lieu afin

d'analyser ensemble, le plus en détails, l'opérationnalisation de cette option. Le candidat a financé un voyage d'exploration en Inde, du 06 au 10 décembre 2015, pour une délégation dont trois représentants de leaders de *zémidjan*, pour finaliser certains aspects de la perspective du projet. À cette étape, un groupe de leaders, précisément ceux du MOZEB, a rompu les amarres avec le candidat puisque ne partageant pas cette orientation dominante de son projet de société. La démarche plus pragmatique de ce nouveau personnage sur la scène politique nationale change avec leurs habitudes de négociations partisans, d'après les leaders engagés dans cette aventure avec lui. Cela a contraint d'autres candidats qui sont restés uniquement sur l'orientation de la reconversion professionnelle à être plus pragmatiques dans leurs projets que d'habitude. Dans ce sens, le richissime homme d'affaires, Sébastien Ajavon, candidat soutenu par les leaders du MOZEB, a pris l'engagement avec ses soutiens de mettre à la disposition de la corporation de vastes domaines de son patrimoine situé dans le centre du pays accompagné d'un financement public pour la concrétisation rapide de sa promesse une fois élu.

La perspective de création de conditions pour rendre décent le travail du *zémidjan* cohabite dès lors avec celle de reconversion professionnelle. Malheureusement pour les acteurs de la corporation, le candidat élu en 2016 n'a pas été un de ceux avec qui ils ont eu des engagements fermes. Les groupes de *zémidjan* qui ont soutenu le Président élu Patrice Talon l'ont fait par le biais de partenaires politiques qui sont eux-mêmes en alliance avec lui. À en croire le son de cloche unanime des leaders de *zémidjan*, celui-ci a clairement affirmé par le truchement de ses alliés, sa position de ne pas vouloir composer avec la corporation des *zémidjan* dans le mode de gouvernance qu'il ambitionne de mettre en place. Le programme d'actions du gouvernement 2016-2021, n'a pas prévu une politique spécifique au profit à la corporation des taxis-motos, à peine l'a-t-elle mentionné.

Cette analyse des conditions d'élaboration des partenariats entre la corporation et les décideurs politiques de l'État central a ressorti que les contextes et les choix des candidats soutenus expliquent l'influence mitigée des partenariats sur la prise en compte des aspirations communes. Bien qu'ils aient contribué conjointement avec les partenariats des acteurs politiques locaux à apporter une amélioration aux conditions des *zémidjan*, les fenêtres d'opportunités des partenariats avec les acteurs politiques de l'État central n'ont pas pu être saisies pour favoriser l'intégration des aspirations de la corporation dans les politiques publiques conséquentes.

Certes, il existe des points de faiblesse dans une perspective idéaliste de tirer profit des fenêtres

d'opportunités politiques pour la corporation. Mais ils ne doivent pas faire perdre de vue les nombreux acquis qui ont été rappelés dans les sections précédentes. Le développement de notre thèse, à cette étape, face au constat que le *zémidjan*, l'activité et les opérateurs ont obtenu des changements significatifs avec la forte contribution de l'utilisation de l'espace politique, soulève l'interrogation de savoir pourquoi les acteurs de la corporation ont une perception d'insatisfaction sur l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie ?

10.3. QUESTION DE L'INSATISFACTION DES ZÉMIDJAN SUR L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS MALGRÉ LES ACQUIS

Cette préoccupation est un retour vers la question principale de recherche. Le postulat de départ de cette thèse fait le lien entre l'engagement dans le champ politique des acteurs de *zémidjan* et l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. L'activisme politique qui a cours au sein de la corporation a une place importante dans l'argumentaire de la construction de l'objet de cette recherche. Le développement mené jusqu'ici a mis en évidence à la fois l'engagement substantiel des différents acteurs de *zémidjan*, autant les membres que les leaders, dans l'activisme politique. Cette dernière section essaiera d'élucider le rôle de chaque acteur dans cet activisme politique et pour éclairer les fondements de la construction de la perception de la corporation que cela n'a pas jusque-là apporté une concrétisation de leurs aspirations d'amélioration de conditions de vie et de travail. Elle expliquera si la pratique dans le monde des *zémidjan* est du clientélisme des leaders à leur propre profit et celui de leurs partenaires politiques ou une exploitation des structures d'opportunités politiques au profit de la corporation (Neveu, 2015 : 87). La démarche partira de la clarification du rôle d'intermédiaire des leaders, qui est récriminé dans l'objet de recherche, pour se pencher ensuite sur le vécu de la profession de *zémidjan* par les acteurs, en lien avec leur principale aspiration, et finir par l'analyse de la relation clientélaire dans l'activisme politique au sein de la corporation.

10.3.1. Leader de *zémidjan* : une position d'accumulation d'entrepreneur corporatiste

10.3.1.1. Rôle d'intermédiaires corporatistes et position d'accumulation des leaders

Les stratégies d'influence des *zémidjan* par les initiatives collectives reposent en partie sur les leaders d'organisation. L'institutionnalisation de la corporation les a érigés en personnages centraux et leur a conféré le rôle d'avant-gardiste sur les options à opérer pour la défense des intérêts communs dans les partenariats avec d'autres acteurs sociaux et dans leurs interactions avec l'État. L'adhésion des *zémidjan* à la sollicitation de partenariat par les acteurs politiques a servi au départ le besoin de la corporation d'être connectée aux décideurs politiques pour la

défense des intérêts communs. Cette incursion dans l'arène politique a servi, d'un autre côté, à des leaders de se hisser dans des instances de décisions. Si le nombre de ceux qui y sont parvenus est encore faible pour influencer à eux seuls les arènes de décisions, leurs alliances avec d'autres acteurs stratégiques garantissent une influence certaine au sein des instances de décision au niveau de l'administration locale qui est leur principal point de contact avec l'État.

Une mission légitime de grande importance des leaders de *zémidjan* est le captage de ressources à des fins redistributives à ses membres. Sa réalisation passe par une multiplication de partenariats stratégiques. Les leaders scrutent les opportunités dans la pluralité des intervenants dans la dynamique organisationnelle et développent des stratégies pour les saisir. La réponse favorable des leaders aux sollicitations partisans s'inscrit également dans la logique de quête de ressources alternatives à l'effondrement des systèmes économiques de l'institutionnalisation de la corporation dans les différentes villes pour entretenir le mécanisme de domination des leaders. L'ingéniosité de la création de mouvements politiques corporatistes a facilité l'intrusion des organisations corporatistes dans le champ politique sans trop de désapprobation. Le passage d'une organisation corporatiste à une organisation partisane est parfois un jeu de chaise musicale pour les leaders. L'unanimité des enquêtés n'en fait pas une autre lecture. Dans leurs opinions, les décideurs politiques et les PTF ne voient pas prioritairement les organisations mais suivent beaucoup plus le mouvement des leaders d'un champ à un autre.

Toujours dans la quête de ressources à des fins redistributives, les leaders ont maintenu leurs liens structurels avec les centrales syndicales malgré les récriminations qu'elles ne placent pas les préoccupations majeures des *zémidjan* en bonne position sur les plateformes revendicatives. Ces relations servent de passerelles pour capter les ressources des bailleurs de fonds et de l'État dans les projets d'intervention. En outre, ils ont compris l'utilité des centrales syndicales pour constituer des leviers de changement. En parvenant à se positionner dans les instances dirigeantes des centrales, ils entretiennent des possibilités d'accès aux instances de négociation formelles par une représentation déléguée. Dans l'optique de maximiser les ressources au profit de leurs organisations, les leaders ont utilisé la double stratégie qui est une pratique généralisée dans l'économie informelle au Bénin (Kaag, Vlaminck, & Assouma, 2016). Cela a été présenté parmi les bonnes pratiques par madame Simel Esim, responsable de l'unité de coopératives de l'OIT (COOP de l'OIT), lors d'une séance d'orientation organisée par StreetNet International à l'intention de ses coordonnateurs régionaux en février 2021. Elle s'est basée sur l'expérience de « la double stratégie de la Fédération coopérative de l'Association des femmes indépendantes (SEWA) en Inde, pour faire progresser les droits des travailleurs de l'économie

informelle par le biais des syndicats et améliorer leurs moyens de subsistance grâce aux coopératives »⁹³. La nuance entre la pratique décrite en Inde et celle au Bénin, est que les *zémidjan* améliorent autant leurs moyens de subsistance avec les syndicats qu'avec les associations. Les responsables des centrales ont affirmé avoir été obligés de développer des services à leur endroit pour les avoir et les maintenir dans leurs rangs.

« Toutes les confédérations se sont débrouillées pour les avoir mais les confédérations n'arrivent plus à assumer leur demande. Et c'est difficile si vous n'avez pas mis en place des services pour les accompagner. Ils n'arrivent à rien donner aux confédérations mais ils attendent tout. Il est difficile de bâtir aujourd'hui quelque chose avec eux dans la durée parce qu'ils veulent gagner tout de suite et maintenant ; ce qui fait qu'il y a très peu de chance de faire une planification à long terme avec eux. Aujourd'hui, c'est un poids pour toutes les confédérations de les avoir ».

(Entretien avec Secrétaire Général de centrale syndicale, Cotonou, le 13 avril 2018.)

Ce récit livré par le SG d'une centrale syndicale dénote la forte attente et la pression des leaders sur les centrales syndicales partenaires. Les SG des centrales syndicales regrettent que leur temps d'espérance de réalisation de leurs aspirations ne concorde pas avec le temps d'une planification conséquente. Les récriminations similaires sur la logique temporelle non appropriée à la réalisation de leurs attentes sont réapparues chez leurs partenaires politiques.

Dans l'ensemble, les relations de partenariat représentent un instrument de pouvoir des leaders vis-à-vis de leurs homologues des autres organisations dans la compétition inter-organisations ainsi que dans la compétition entre les factions rivales au sein de leur propre organisation. La présence des PTFs qui accompagnent un leader par des projets d'intervention au profit des membres augmente la capacité attractive de son organisation par les opportunités de redistribution de biens et rehausse son leadership. Au niveau interne, les bonnes relations avec les représentants de l'État aident dans le recours aux forces de l'ordre détentrices de la mission d'exercice d'une partie du monopole de la violence légitime pour étouffer les manifestations de résistance des factions rivales. Il en a été fait cas dans les difficultés d'émergence de nouvelles organisations à Cotonou. De même, le pouvoir délégué par l'administration locale légitimise l'utilisation de la violence par les élites des organisations pour la mobilisation des ressources financières auprès des membres.

⁹³ « StreetNet International organise une session d'orientation sur les coopératives et l'économie informelle », actualités consultées le 30 Avril 2021 à 15h10mn sur le site de l'OIT : https://www.ilo.org/global/topics/cooperatives/news/WCMS_774260/lang--fr/index.htm

Pour les besoins de son établissement et au regard de son évolution, le rôle d'intermédiaire des leaders a transcendé celui de la gestion des rapports de la corporation avec l'État pour aller vers les interrelations avec les acteurs politiques, en passant par les interactions autour de l'action sociale avec la société civile et les PTFs ainsi que les prestations de marketing et publicité avec les opérateurs du secteur privé. Cette évolution l'a transformé non seulement en une position d'accès au pouvoir mais a accru sa capacité d'accumulation. Il s'agit autant d'accumulation de ressources financières et de biens sur les opportunités négociées pour leurs organisations à travers divers partenariats que d'acquisition d'un statut politique qui donne accès à de nombreux autres avantages personnels.

Les pratiques d'accumulation personnelle sur les ressources financières des organisations de même que les mécanismes d'accumulation sur les transactions financières autour de la participation aux manifestations partisans en sont une matérialisation. L'acquisition de statut politique quant à elle est devenue concrète par l'accession à travers l'engagement politique à des postes de responsabilité dans les états-majors politiques, et à un niveau plus élevé dans les structures des partis politiques. L'accomplissement du parcours étant la participation en tant que candidat et l'élection dans une instance de décision politique. Parmi les nombreux avantages tirés de leur position dans le champ politique, certains leaders ont évoqué la facilitation d'obtention d'emploi plus valorisant pour eux-mêmes et d'autres ont cité des services rendus par leur partenaire politique au profit de leurs proches comme l'octroi d'une bourse internationale d'études universitaires pour leurs enfants. Cette capacité d'accumulation s'opère tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale.

Ces pratiques d'accumulation personnelle des leaders constituent la principale cause de la « guerre de leadership » qui est un conflit caractéristique des organisations de l'économie informelle au Bénin qui éprouve leur viabilité. Elle « résulte des mésententes entre les leaders sur l'occupation de positions privilégiées⁹⁴ pour contrôler l'organisation ou garantir leurs intérêts personnels, souvent au détriment des intérêts de la corporation » (Assouma, 2019 : 53). L'attachement aux positions qui favorisent au sein des organisations l'accès direct aux ressources, et donc à l'accumulation, génère des luttes factionnelles qui entraînent le non-respect des normes démocratiques de fonctionnement par la faction en position de domination.

⁹⁴ Les positions qui sont perçues comme privilégiées dans ces organisations sont le plus souvent les postes de premier responsable (Président ou coordonnateur), mais aussi ceux de Trésorier ou de Secrétaire qui confèrent plus le droit de représentation de l'organisation auprès des partenaires.

La logique factionnelle-clientéliste engendre l'absence de transparence dans la gouvernance et la mauvaise redistribution des biens qui priorise l'affinité avec les leaders de la faction ayant fait main basse sur les ressources de l'organisation. Les frustrations internes engendrées, ne favorisant pas l'épanouissement des membres, conduisent des factions rivales à la scissiparité organisationnelle. Les interrogations auxquelles renvoient ces réactions des factions dominées sont justement relatives à la pertinence de créer de nouvelles organisations. Ne peuvent-elles pas rester dans la contradiction pour faire en sorte que le leader qui n'est pas démocrate soit évincé de l'organisation sur la base des textes ?

En réponse, la perte de tout espoir de parvenir à évincer un leader autocrate sur la base des textes pour recouvrer l'ordre démocratique préétabli est un argument objectif avancé par les acteurs pour justifier cette option. Aussi, l'utilisation de toutes formes de violence dont des pratiques occultes pour anéantir les factions rivales qui essaient d'empêcher le leader autocrate de régner en maître sont-elles ressorties par bon nombre d'acteurs. Concurrément à ces raisons objectives, le désir impérieux, c'est-à-dire la soif de pouvoir, des leaders des factions dominées, d'accéder à des positions convoitées lors d'élections perdues, représentent leurs réelles motivations. L'objectif d'accumulation personnelle est devenu prioritaire chez ceux-là autant que pour la majorité des leaders.

Par ailleurs, par leur position d'intermédiaire les leaders parviennent à opérer de l'accumulation sur les projets de plusieurs partenaires au profit de leurs membres, tel qu'il a été démontré. Sauf qu'ici, à l'opposé de l'analyse de l'intermédiaire local de la politique en Afrique faite par Bayart (2006 : 296), la prédation à outrance à partir de la position du pouvoir matérialisée par une exubérance de la prospérité matérielle n'est pas une éminente vertu et fait l'objet de blâme dans l'environnement interne et externe du leader de *zémidjan*. Cela a sans doute à avoir avec la nature déclassée de la profession.

10.3.1.2. Construction d'une perception d'inégalités au sein de la corporation par l'accumulation des leaders

De l'opinion générale des groupes cibles enquêtés, le jeu politique au sein de la corporation des *zémidjan* sur les décennies 2000 et 2010 a été marqué par l'intensité de l'engagement partisan et dominé par les enjeux financiers. Le niveau élevé d'accumulation des intérêts par les leaders a été finalement ce qui semble en résulter puisque les défis corporatistes ne s'en sont pas sortis particulièrement améliorés. La présence quasi-permanente des leaders sur la scène publique leur a donné une ascension sociale du fait qu'ils incarnent les figures de la corporation à la fois

dans la lutte politique et dans la lutte syndicale.

Le changement progressif dans leur tenue : la prestance, la manière de se conduire, la manière de se vêtir, la multiplication de leurs interventions publiques ; pour se mettre à la hauteur de leur statut d'acteur politique a été remarquée. Quand il ne s'agit pas de manifestations des *zémidjan* ou de représentation de leur corporation (politiques ou syndicales) cette tenue rompt avec les marques de distinction habituelles des leaders de la corporation. Petit à petit et en raison de leur fréquence plus élevée sur la scène politique que dans la représentation syndicale, ce changement a transité par le champ corporatif. Des PTFs ont relevé un problème de décence vis-à-vis des représentants des taxis-motos lorsqu'ils se sont présentés à certaines activités auxquelles ils étaient conviés avec une prestance quelque peu exagérée dans l'habillement et au volant de leurs propres voitures ; ce qui leur donnait une allure de haut fonctionnaire. Il ne s'agit pas d'une incompatibilité entre extériorisation de l'amélioration du bien-être d'un leader qui représente une catégorie professionnelle déclassée et la condition générale de sa corporation. La critique fondamentale veut que l'apparat du leader soit raisonnable et en adéquation avec la fonction exercée, autrement cela pose un problème d'éthique. Dans ce cas-ci, le fossé entre l'apparat et les conditions réelles des *zémidjan* a été jugé trop grand.

Par ailleurs, la trop grande assurance dans le discours des leaders, doublée de leur affichage aux côtés des plus grands décideurs du pays, en l'occurrence le chef de l'État, convainquent sur leur capacité à bouger les lignes au sommet de l'État. Surtout si l'on intègre que le pays est dans un régime présidentiel. Lorsqu'à la fin d'une manifestation officielle, le Président de la République Boni Yayi prend en aparté pour quelques minutes Robert Yêhouéno, le Président du MOZEB, le conduit vers son cortège prêt à quitter les lieux, le fit entrer dans sa voiture où ils s'enferment pour un bout de temps, ensuite Robert Yêhouéno descend tout sourire et le cortège présidentiel démarre enfin pour s'en aller, on est en présence d'un jeu de mise en scène politique (voir photo 10). L'image que ce genre de scène sporadique essaie de projeter de l'interaction entre les deux hommes est une proximité du chef de l'État avec la corporation à travers ses partenaires parmi les leaders. Elle est destinée à renforcer dans le registre symbolique la position du leader dans sa corporation et à agrandir par la même occasion la sympathie et l'admiration pour ce chef qui est tant proche des travailleurs au bas de l'échelle sociale. Que le leader se présente avec un manteau partisan ou corporatiste, les *zémidjan* ordinaires voient la même personne et ne font aucun effort pour distinguer ses deux différents personnages d'une scène à l'autre.

Photo 10 : Échange en aparté entre le Chef de l'État, Boni Yayi, et le Président du MOZEB, Robert Yehouenou, à la fin d'une cérémonie officielle



Source : Internet, consulté le 17 janvier 2021 à 3 :34 AM, <https://www.les4verites.bj/les-zemidjans-du-mozebe-veulent/>

La forte ascension politique et la trop grande proximité avec les gouvernants a développé l'idée que les leaders détenaient toutes les ficelles pour la concrétisation des principales aspirations de la corporation. Les conducteurs ordinaires de taxi-moto qui voient constamment leurs responsables ainsi sous les feux de la rampe participant à des activités politiques et, de surcroît dans des négociations dont ils n'ont pas connaissance des tenants et aboutissants, tombent facilement dans une perte de confiance vis-à-vis des leaders, du moment où les principales aspirations de la corporation ne sont pas concrétisées. Ils apprécient cette situation comme un détournement d'objectifs corporatistes au profit de la cause partisane.

De plus, les informations abondantes sur les réseaux sociaux étalant un enrichissement extraordinaire des leaders qui sont devenus propriétaires de plusieurs motos, propriétaires de voitures rutilantes ou d'immeubles viennent nourrir les suspicions. De leur opinion, l'accumulation de biens personnels pose un problème par rapport à l'engagement des leaders à défendre la cause de la corporation. De telles récriminations ne sont pas uniquement en direction des leaders du MOZEBE. Les autres leaders engagés dans l'activisme politique au niveau local sont également concernés. La corporation à Cotonou, Parakou et Natitingou vit la même réalité. Les leaders sont d'autant plus vitriolés que leurs prises de positions partisanses se structurent tendanciellement sur les divisions internes à la vie organisationnelle ; ce qui transpose dans le champ politique les oppositions corporatistes. Seule Kandi résiste à ce

phénomène en raison du maintien de son unicité organisationnelle qui limite l'engagement en politique des leaders.

La mobilité sociale ascendante des leaders politiquement engagés par le biais de l'accumulation de biens, matérialisée par leur exubérance et leur transition vers d'autres occupations professionnelles, à temps partiel ou à plein temps, alimentent la perception des autres acteurs qu'ils ont concrétisé l'aspiration fondamentale de la reconversion professionnelle pour eux-mêmes sans pouvoir la réaliser pour l'intérêt commun. C'est ainsi que s'est construite une perception d'inégalité notoire des retombées de l'engagement dans l'arène politique au sein de la corporation. En quoi l'atteinte de l'objectif de la reconversion professionnelle pour les *zémidjan* est autant cruciale pour être la source d'un tel niveau d'insatisfaction des retombées de leurs engagements politiques malgré les intérêts communs obtenus au plan professionnel ?

10.3.2. Quête d'un nouveau statut social en fin de carrière dans une profession par défaut

Il a été démontré que le *zémidjan* est une profession à part entière au Bénin (confère conclusion du chapitre VI). En dépit de l'aboutissement du processus de professionnalisation, les conducteurs sont confrontés à une variété de discriminations sociales. Celles-ci affectent négativement leur affirmation professionnelle ; ce qui justifie la faible proportion de cette catégorie professionnelle enregistrée lors du dernier recensement par rapport à la réalité sur le marché du travail. En clair, la profession de *zémidjan* fait l'objet d'un déni par les acteurs, paradoxalement même par ceux qui se sont lancés dans des trajectoires de carriériste. Ce constat, récurrent dans les implicites de leurs discours sur leurs trajectoires professionnelles, présente la carrière de *zémidjan* comme une parenthèse dans une perspective, parfois hypothétique, plus valorisante. Comment les professionnels de *zémidjan* vivent-ils leurs carrières avec cet état de refoulement à l'égard de leur profession ?

Le concept interactionniste de carrière a été choisi pour mettre en évidence le vécu de la profession de conducteur de taxi-moto au Bénin que nos données permettent de considérer comme une « profession par défaut ». La carrière au sens de parcours d'une personne au cours de son cycle de vie professionnelle, d'après Hughes (trad. 1996, p. 175)⁹⁵, s'applique à tout travailleur même si tout le monde n'a pas la chance d'avoir une « carrière bureaucratique », « toute tracée », dans une institution assurant à ses membres un accroissement régulier « d'argent, d'autorité et de prestige ». Pour la majorité des travailleurs, ajoute-il, il n'y a que

⁹⁵ Cité par Dubar, Tripier, & Boussard, 2015, p. 113.

« des carrières informelles généralement ni organisées ni définies de façon consciente » ayant des régularités qu'il faut découvrir et analyser.

10.3.2.1. Carrière informelle de zémidjan

L'analyse de la trajectoire professionnelle des conducteurs de taxi-moto enquêtés ressort des étapes clés dans leurs carrières. Dans la première section du chapitre V, les indices de maintien dans l'activité déterminés à partir de l'ancienneté des conducteurs dans la profession ont indiqué que les deux premières années sont charnières pour s'engager dans une carrière de *zémidjan*. Cette période représente en effet l'**étape d'essai** qui voit la majorité de ceux qui l'ont franchie devenir des professionnels.

Après cette étape, arrive l'**étape de la carrière admise** où la plupart des conducteurs admettent qu'ils sont dans une carrière professionnelle dans le taxi-moto. Un fait notable est que presque tous les enquêtés argumentent qu'ils sont, soit en transition dans l'attente d'une meilleure opportunité de travail, soit dans une carrière par défaut parce que les circonstances de la vie, ou plutôt les réalités du marché du travail, les y ont contraints. La quasi-totalité se projettent dans des perspectives professionnelles hors du *zémidjan* à moyen ou long terme avec ou sans un plan de sortie de l'activité clairement élaboré. La première constance de leur projection de sortie est temporelle. Ceux qu'on peut assimiler à des débutants parce qu'ayant moins de cinq ans dans la profession projettent leur sortie entre l'immédiat, dès l'obtention de la première opportunité, et au plus tard les dix prochaines années, le temps nécessaire pour faire ses propres réalisations pour préparer la sortie. Tandis que les plus anciens ayant accumulé un temps avoisinant la décennie d'expérience professionnelle se préparent à sortir à des échéances fixées à partir des cinq prochaines années. La deuxième constance est l'atteinte d'objectifs à réaliser dans la profession de *zémidjan* pour faciliter la réorientation dans une autre profession. Elle est quasi-automatique pour les plus anciens et la seconde option de sortie pour les plus jeunes à défaut d'une autre opportunité de travail immédiate.

Il faut rappeler que la durée moyenne du cycle de vie professionnelle, estimée à partir des plus anciens qui ont mis un terme à leur carrière, s'étend en moyenne sur vingt ans. Des témoignages des *zémidjan*, la rudesse de la conduite du taxi-moto sur l'organisme, l'exposition aux risques sanitaires et le regard social discriminant ne permettent pas à ce qu'on l'exerce au-delà d'une durée maximale comprise entre quinze ans et vingt-cinq ans.

Enfin, au terme de cette vie professionnelle, il y a l'**étape post-carrière** où les acteurs s'investissent dans des occupations qui, en termes de temps d'occupation et de revenus procurés, sont assimilables à des activités de retraite.

Le vécu de la carrière dont le parcours est ainsi esquissé est davantage mis en évidence par un certain nombre d'acquis professionnels et les réalisations que les *zémidjan* réussissent à faire qui sont en accord avec celles d'une carrière normale d'autres travailleurs formels au Bénin.

10.3.2.2. Acquis professionnels et réalisations en accord avec une carrière normale

Il a été démontré que pour plus des trois-quart des opérateurs, le *zémidjan* est une profession qui permet de gagner leur vie en obtenant des revenus mensuels supérieurs ou égal au SMIG (Chapitre V, 5.1.). Cette réalité place le niveau des revenus dans la profession pour une grande partie de ces travailleurs dans les normes nationales. La généralisation de la norme pratique de contrat écrit a apporté une certaine sécurité du travail tandis que la croissance de la proportion du nombre d'auto-employés augmente la sécurité dans l'emploi. Les deux réunis sont favorables à une disparité positive sur les revenus.

Une comparaison de la durée moyenne de carrière avec celle des travailleurs de la fonction publique ainsi que des travailleurs formels du secteur privé, établit l'équivalence par rapport au nombre minimum d'années d'une carrière. De fait, la loi n° 98-019 du 21 mars 2003 portant code de sécurité sociale en République du Bénin, modifiée et complétée par la loi n° 2010-10 du 22 mars 2010, prévoit pour les travailleurs formels des secteurs parapublic et privé des possibilités de faire valoir leurs droits à la retraite à partir de quinze ans de service. Pour ce qui concerne certains corps d'État, la loi n°81-014 du 10 octobre 1981 portant statut général des personnels militaires au Bénin fait souscrire les catégories d'officier à un contrat minimum obligatoire de service entre vingt et vingt-cinq ans pour faire valoir leurs droits à la retraite ; pour les catégories de sous-officier le contrat minimum obligatoire de service est de quinze ans suivi de contrats facultatifs de cinq ans jusqu'à atteindre trente ans ; et pour les hommes de rang le contrat est de cinq ans renouvelable jusqu'à concurrence de vingt ans sauf pour ceux qui ont bénéficié de stage de spécialisation. Au regard de cette comparaison, la durée moyenne dans le métier des *zémidjan* professionnels concorde avec la durée réglementaire minimum de la carrière normale de plusieurs catégories de travailleurs formels.

Un autre élément important d'appréciation de la carrière vécue se réfère aux réalisations acquises durant le parcours professionnel. Dans l'ensemble, les *zémidjan*, par des déclarations empreintes de fierté des fruits de leurs efforts, énumèrent les réalisations qu'ils ont faites grâce

à leur travail. La synthèse des déclarations des anciens qui ont fini leur carrière montre qu'ils ont d'abord investi dans la famille. Il s'agit non seulement des dépenses de souveraineté pour prendre soins au quotidien de son ou ses épouses et enfants mais surtout de l'investissement dans le long terme pour l'éducation ou la formation des enfants et de la création d'activités génératrices de revenus pour le ou les épouses en vue d'avoir du soutien pour les charges familiales. L'acquisition d'une parcelle en milieu péri-urbain ou rural et la construction d'une maison habitable interviennent vers le terme de la carrière.

Ensuite, il y a l'investissement dans le moyen de travail qui est la moto. À cet effet, le renouvellement de la moto de travail se fait un nombre variable de fois au cours de la carrière. Elle génère parfois la multiplication du nombre de motos dans l'activité.

Enfin, il y a l'investissement pour démarrer l'activité post-carrière de *zémidjan*. Communément, ce sont des activités qui, en termes de temps d'occupation et de revenus procurés, sont assimilables à des activités de retraite, tel qu'il avait été précisé. Il s'agit de petites productions animales ou végétales, soit de petites unités de commerce, qui complètent les autres sources de revenus du ménage (l'activité de l'épouse, une ou plusieurs motos dans le *zémidjan*, etc.) pour faire face aux besoins dont les charges liées aux enfants commencent à se réduire. Il faut observer que très peu de ces activités sont dans le domaine de formation initiale pour ceux qui avaient d'autres formations professionnelles avant d'embrasser le *zémidjan* car ils sont souvent en déphasage par rapport à l'évolution de ce métier. Aussi, les retours sporadiques de certains dans le *zémidjan* pour mobiliser un peu de ressources, afin de soutenir leur activité de retraite, en cas de nécessité, confirment bien cette notion d'activité de retraite. D'après l'analyse des acteurs eux-mêmes : « il n'y a pas de retraite », « il faut créer sa propre retraite » ; pour parler de son activité de retraite.

Ces investissements sont les objectifs que se fixent les conducteurs pour sortir de la profession, parfois déjà à l'étape d'essai avant leur engagement dans la carrière. Sauf qu'à leurs réalisations, ces objectifs sont atteints quasiment à l'inverse. L'objectif de mobilisation de ressources à investir dans une autre activité de reconversion professionnelle est en général celui qui est prioritaire. Mais avant sa concrétisation, les charges familiales apparaissent, s'accroissent et lui raflent la priorité sur des segments du cycle de vie de la carrière du *zémidjan*, retardant sa concrétisation. Les acteurs décrivent leurs parcours comme un piège dans lequel ils se sont laissés prendre parce qu'ils n'avaient pas autre choix. L'évolution des relations de travail avec l'apparition des contrats ayant facilité l'accès à l'investissement initial pour entreprendre dans

la corporation, les conducteurs vendent leur force de travail pour pouvoir disposer du moyen de production, dans un premier temps. Une fois le moyen acquis, ils essaient de poursuivre le travail à leurs propres comptes pour accumuler un minimum de revenus à investir dans des projets personnels. Les projets évoluant dans le temps avec la responsabilité familiale, ils s'enlisent progressivement ainsi dans une activité de laquelle ils finissent par avoir du mal à se détacher sans atteindre leur objectif de départ.

Le déni abstrait de leur profession par la majorité des *zémidjan* marqué par le désir pressant de ne pas durer dans l'activité, au point de ne pas s'apercevoir qu'on y a mené une carrière pleine, est la résultante de facteurs multidimensionnels.

10.3.2.3. Construction sociale du zémidjan en une profession par défaut

Le sentiment souvent affirmé par les acteurs d'être dans une profession par défaut et la gestion paradoxale de leur carrière qui en découle ne sont pas sans lien avec l'histoire de son émergence et son environnement social d'exercice. Malgré les efforts convergents des multiples acteurs sociaux qui ont propulsé le *zémidjan* sur le chemin de professionnalisation, le regard de la société a conservé des préjugés contre lui. Ces clichés sont la source de la marginalisation sociale que vivent les conducteurs de taxi-moto de la part des autres acteurs sociaux dont les plus affligeants proviennent des autorités politiques et administratives, des forces de sécurité publique et des populations.

Le regard non valorisant de la société n'est pas le seul facteur qui façonne la représentation négative que les conducteurs de taxi-moto développent vis-à-vis de leur profession. Les conditions d'engagement dans la carrière justifient dans le sens littéral la caractérisation « par défaut » de la profession. De manière concordante avec nos résultats, une modélisation réalisée par Djossou (2017 : 112-113) en fonction de plusieurs critères (le revenu espéré, le niveau d'éducation et l'aversion au risque) pour comprendre la décision d'exercer le *zémidjan* a ressorti, qu'en dépit des risques y afférents, les individus quels que soient leurs niveaux d'éducation s'y engagent pour se procurer des revenus, à défaut de trouver un emploi sur le marché formel pour les plus instruits ou de trouver un emploi mieux rémunéré pour les moins instruits. Cette entrée sans vocation dans la carrière amène les acteurs à penser, bien que le métier nourrit son homme, qu'il faut avoir d'autres ambitions.

Ces ambitions projetées sur un futur confié à la providence ou planifié sur les perspectives d'accumulation dans le taxi-moto sont orientées vers des occupations socialement jugées plus valorisantes. Pour paraphraser Dubar & al. (2015 : 99) qui font eux-mêmes référence à Hughes

(1959-1981 : 11), la profession d'un homme n'est-elle pas une des composantes les plus importantes de son identité sociale, de son moi et même de son destin dans une existence qui ne lui est donnée qu'une fois ? Il poursuit en disant que le choix de celle-ci est presque aussi irrévocable que le choix d'un partenaire. Même s'il faut reconnaître que cette dernière idée paraît un peu forte dans le contexte actuel de mondialisation où les professions sont devenues très dynamiques et les carrières très instables, il n'en demeure pas moins que la profession constitue toujours un marqueur qui définit les individus dans leur environnement social. Ce que tentent et réussissent souvent à opérer les *zémidjan* à la fin de leur carrière est justement une mutation de cette identité professionnelle qui n'est assumée que partiellement durant toute leur carrière de conducteur de taxi-moto. Fort heureusement, ils l'accomplissent par le refuge dans des activités de retraite façonnées en une nouvelle carrière pour se procurer un nouveau statut social. De la sorte, habituellement un ancien *zémidjan* à l'étape d'après carrière qui a créé une boutique de vente de divers dans son quartier est désigné par « papa boutique » alors que le militaire retraité ou le soudeur en fin de carrière qui créent la même activité dans leurs domiciles respectifs vont être désignés « papa militaire » ou « papa soudeur ». La profession par défaut est dans sa conceptualisation proche de la notion de la profession « en Attendant » élaborée par Bierschenk (2007) en analysant une catégorie d'enseignants du système éducatif béninois des années 1990 et 2000. L'absence d'alternative à leur engagement dans la carrière et, par ricochet, de vocation pour la profession, ainsi que la contrainte du contexte de la crise de l'emploi, sont les principaux traits communs aux travailleurs concernés par ces deux concepts. Mais, la différence fondamentale est liée au fait que dans le cas de la « profession en attendant », la plupart des enseignants finissent par s'inscrire dans des trajectoires professionnelles pour valoriser leur carrière et trouver des voies d'épanouissement dans leur profession. A contrario, dans le cas de la « profession par défaut », la nature déclassée de la profession pousse les *zémidjan* dans la quête d'un nouveau statut social qui est le principal enjeu de l'attachement de la grande majorité à la reconversion professionnelle. Elle constitue l'intime motivation de leur principale aspiration. On comprend que la non atteinte de cette dernière pour beaucoup d'entre eux est presque synonyme d'un échec de leurs parcours dans leur vie professionnelle de *zémidjan*. Cette élucidation du vécu de la carrière par défaut met en lumière la raison profonde de la non satisfaction des *zémidjan* sur la prise en compte de leur principale aspiration dans leur partenariat avec les acteurs politiques en position de décision pour sa concrétisation.

Au demeurant, la considération de cet échec dans l'atteinte de l'intérêt commun, associée à la perception d'inégalité entre leaders politiquement engagés et membres ordinaires des

organisations de *zémidjan* devant la réalisation de soi par la saisie des opportunités offertes, sont-elles suffisantes pour conclure que l'activisme politique au sein de la corporation a été une manœuvre clientéliste des leaders pour leurs seuls intérêts et celui de leurs alliés politiques ?

10.3.3. Activisme politique multidimensionnel et clientélisme relatif chez les *zémidjan*

Le chapitre VII sur la transition de la mobilisation sociale à la mobilisation politique de la corporation a montré comment le vent de la floraison des organisations qui a cours depuis la décennie 1990 a travesti leur engagement politique en une partisanerie qui est devenue le premier sens donné à leurs actions politiques par l'opinion publique. Cela justifie l'utilisation interchangeable des adjectifs politique et partisane pour rendre compte de la nature réelle du phénomène qui a cours. De plus, le soutien des conducteurs de taxi-moto à différentes chapelles politiques qui suit, entre autres, les lignes ethno-régionalistes, tel qu'il est ressorti à Parakou et Cotonou, transpose les clivages du champ politique national ou local à l'intérieur de la corporation. Cette influence sur leur engagement suscite, dans le sens commun, le sentiment d'un manque d'objectivité de leur activisme politique pour améliorer leurs conditions. Les transactions financières au cœur de leur activisme viennent corroborer l'opinion que leur engagement politique est résolument tourné vers les intérêts pécuniaires. Le cliché véhiculé sur leur posture politique est qu'ils font l'objet de clientélisme politique de la part des acteurs politiques qui les utilisent pour atteindre leurs buts. Cette idée est clairement relatée par un Secrétaire Général d'une centrale syndicale dans ses propos sur leur présence multiple tant dans l'action sociale que dans l'activisme politique.

« Ils sont avec tous les camps politiques qui les utilisent dans des activités propagandistes contre de l'argent. Au point où, aujourd'hui, même quand ils disent qu'ils sont dans un syndicat, ils n'y sont plus par conviction. Ils sont là pour saisir les opportunités ».

Entretien avec Secrétaire Général de centrale syndicale, Cotonou, le 13 avril 2018.

Les acteurs de la corporation n'ignorent pas ce cliché qui est un des facteurs de la « construction sociale » (Berger & Luckmann, 2006) de l'idée du clientélisme par rapport à leur présence dans l'arène politique. Mais pour comprendre les déterminants qui participent à cette construction, il faut une analyse globale des fondements du fonctionnement de la corporation.

10.3.3.1. Activisme politique comme axe central de l'action collective

La structuration de la corporation par les acteurs a engendré son institutionnalisation dans toutes les villes (chapitres VI et VII) ; ce qui a positionné les leaders d'organisation en élite ayant un rôle central dans le fonctionnement de la vie corporatiste tel qu'il a été approfondi au début de

cette section. Ces changements ont introduit de nouveaux types de capitaux et bouleversé l'ordre d'importance. À cet effet, les ressources provenant du champ politique sont devenues primordiales pour l'ascension vers la catégorie des élites, l'accès aux biens redistributifs par les leaders afin d'entretenir leur position dans l'élite ainsi que pour maintenir les mécanismes de domination. Par implication, la connexion à un réseau d'acteurs politiques ou l'aptitude à en développer sont devenues des critères tacites de distinction et de choix d'un bon leader.

Les multiples témoignages de leaders sur les pressions subies de la part des membres pour se maintenir à la tête de leurs organisations en raison de la densité de leurs réseaux politiques justifient le rôle des membres dans la propension des leaders vers les partenariats politiques. Les relations pourvoyeuses de biens étant très liées à la personne du leader principal, son départ nourrit des craintes de perte de l'expérience qu'il a accumulée et de l'exploitation du réseau d'influence qu'il a tissé. Concernant la participation aux manifestations politiques, qui est le principal objet des transactions financières dans l'activisme politique, le sens qu'en donnent les leaders n'en fait qu'une redistribution de biens au sens symbolique. Il est vrai que d'un côté l'acteur politique a l'avantage qui est la réussite à sa manifestation. Aussi, peut-il trouver des électeurs dans le groupe, même si tout le monde ne vote pas pour lui. De l'autre côté, le *zémidjan* aussi a ses avantages. La perception du *zémidjan*, participant à ces manifestations, est qu'il s'agit d'une opportunité de gain assuré pour le temps à consacrer à la manifestation ; ce qui n'est pas une certitude en situation réelle de travail sur le terrain. Celle-ci explique le fait que la mobilisation autour de ces activités est facile alors que les mobilisations non rémunérées initiées par les mêmes leaders pour des actions corporatistes peinent à mobiliser de grands mondes. Il s'agit là d'une expression de l'*agency* des membres vis-à-vis des leaders dans les choix de participation aux différents types de manifestations. Pour le leader au-devant de la mobilisation d'une manifestation partisane, en dehors de l'accumulation de ressources symboliques, par le rayonnement de son leadership, et de ressources économiques, il accumule un capital de confiance auprès de son partenaire qui peut lui faire une bonne place au sein de son organisation politique. Ce processus facilite sa transition vers le champ politique. Mais pas uniquement. Cette nouvelle ressource est mise au profit de son organisation pour la réussite de ses activités corporatistes. Par proximité à un acteur politique, si le leader veut faire une sortie médiatique pour poser les problèmes de la corporation ; le partenaire politique peut lui apporter un soutien financier ou matériel. De même, pour une stratégie de la corporation qui entreprend une rencontre avec un décideur politique important pour poser directement ses problèmes spécifiques, au lieu de perdre du temps dans les procédures administratives, le contact direct

peut être facilité par le partenaire politique.

Au contraire de la nature horizontale de la relation de travail, elle est verticale dans leur vie organisationnelle. Elle est caractérisée par une hiérarchie de position de pouvoir entre les leaders et les membres. En dépit de la prégnance des leaders en tant qu'entrepreneurs corporatistes, ils ne décident pas seuls des événements qui déterminent les dynamiques dans le milieu. Les cas de leaders ayant été contraints à des AG ou congrès qui ont écourté leurs mandats ou les ont empêchés de rempiler en raison de leur gouvernance mise en cause, font légion. Des choix de soutien partisan de leaders en inadéquation avec la vision des membres ont abouti à des évictions de leaders et des scissions d'organisations. L'Association Professionnelle des Zémidjans Camp-Marié (APZCM) de Cotonou, basée au QG politique des *zémidjan* de la ville, est réputée pour l'éviction de ses présidents qui affichent des velléités partisans autres que le choix du parti la Renaissance du Bénin (RB) pour lequel la grande majorité de ses membres a opté depuis les premières élections municipales et locales de 2002. Le cas du dernier leader qui en a été victime est survenu durant notre terrain, à moins de six mois de l'élection présidentielle de 2016. Lucien Gnimadi qui était à la tête de l'organisation, et à qui était promis un renouvellement de mandat, s'est vu recalé à l'AG électorale et remplacé par un de ses lieutenant. Le principal grief que les différents pôles de pouvoir de l'organisation ont évoqué est son soutien affiché au candidat Pascal Irené Koupaki, différent des deux candidats portés par les factions du parti qui n'avait pas de candidat interne à cette élection. Tanguy Dossou-Yovo qui lui a succédé a été l'un des leaders du mouvement politique des *zémidjan* ayant soutenu Lionel Zinsou, le candidat officiel de la RB pour l'élection présidentielle de 2016.

Certes, ces constats ont été plus enregistrés à Cotonou et Parakou où le partenariat politique est plus entré dans les habitudes. Mais ils prouvent à suffisance l'existence de l'influence des membres sur le choix du soutien partisan opéré par les leaders. Par contre, la détermination des stratégies d'influence des organisations échoit entièrement à l'élite des organisations constituées par les bureaux dirigeants. Encore que tous les leaders membres du bureau n'ont pas le même niveau d'implication. Un groupe de personnes de confiance constitué autour du premier responsable de l'organisation élabore et mène les stratégies tant corporatistes que partisans. Ces stratégies sont plus guidées par les potentialités d'influence politiques des leaders sur l'environnement externe. Néanmoins, l'insatisfaction des membres par rapport aux résultats des stratégies corporatistes est reflétée par la récurrence des mouvements de protestation spontanée. Celles par rapport aux partenariats politiques se traduisent par les

changements de partenaires à des échéances régulières pour les alliances conjoncturelles tandis que pour les partenariats structurels la possibilité de réaction est limitée.

L'un des résultats clés qui ressortent de cette analyse est que l'activisme politique dans le monde des *zémidjan*, est un phénomène qui implique l'ensemble des acteurs institutionnels et sociaux. Il constitue un des piliers sur lesquels repose désormais l'institutionnalisation de la corporation. En outre, les différentes parties prenantes jouent différents rôles qui prennent une part active dans l'avènement de l'activisme politique. Acteurs politiques, leaders d'organisations et membres ordinaires y prennent part chacun avec son agenda et s'en sortent avec des intérêts spécifiques. Il ne s'agit alors pas d'un activisme porté seulement par les leaders et au profit uniquement des acteurs politiques.

10.3.3.2. Fonctionnement interne et forme de clientélisme dans le monde des zémidjan

À ses tout débuts, la mobilisation politique des *zémidjan* était une sorte de réponse aux discours néolibéraux qui vantaient les opportunités de développement qu'offre la démocratie à tous les acteurs sociaux qui devraient se muer en acteurs de développement pour saisir les opportunités qu'elle offrait. La réponse favorable de cette catégorie professionnelle marginalisée aux sollicitations par les acteurs politiques de leur force sociale à des fins électorales était inscrite dans une vision de positionnement en partenaires stratégiques sur la scène politique d'où émergent les décideurs politiques, afin de tirer profit de ce nouveau contexte (chapitre VIII).

L'engagement politique de la corporation a très vite progressé. On a assisté à l'intégration des leaders dans le rang des partis puis à leur accession à des instances de décisions. La nature de leurs relations avec les partenaires politiques est dans le sens de constitution de forces relais à des positions stratégiques dans les instances de prise de décisions selon le modèle d'analyse de structure des opportunités politiques (Neveu, 2015 :86). La théorie de l'auteur spécifie que dans ces conditions, plus les rapports de forces sont figés et les résultats électoraux stables, moins les initiatives collectives des *zémidjan* pourront tirer profit des jeux d'alliance ou des besoins électoraux des partis pour se faire entendre. Les faiblesses des initiatives collectives pour optimiser les profits par rapport à ce principe sont de deux natures. Premièrement, pour les mouvements politiques de *zémidjan* inféodés aux partis, les rapports de forces sont figés et les résultats électoraux généralement stables. Il va sans dire que cela limite l'optimisation des résultats espérés de ces partenariats. Deuxièmement, le degré d'instabilité des mouvements ayant des partenariats conjoncturels est très élevé et, en raison de leur courte durée, ne donne pas le temps à la concrétisation des aspirations profondes de la corporation fortement tributaires

de la volonté des décideurs politiques. On se retrouve donc ici dans le modèle d'utilisation des partenariats politiques en tant qu'opportunités d'influence des décideurs politiques pour atteindre des objectifs corporatistes avec quelques faiblesses au demeurant.

La contribution de cette stratégie a été conséquente pour les acquis de la professionnalisation. Cependant, les résultats sont encore mitigés pour la concrétisation de la principale aspiration de la corporation. D'où la question du pourquoi les *zémidjan*, et précisément les leaders dans le rôle d'avant-gardiste, n'ont pas assuré le suivi pour contraindre leurs partenaires politiques à concrétiser l'essentiel sur ce plan. Mais, compte tenu des conditions de négociation des partenariats au niveau de l'État central où la concrétisation des aspirations profondes est possible, les opportunités à saisir n'ont pas été nombreuses et les promesses sont restées vaines.

Il faudrait donc trouver un moyen extrême de pression qui peut être un refus de mobilisation des *zémidjan* pour les manifestations partisans dans les périodes de campagnes électorales pour les candidats aux présidentielles qui n'auraient pas pris l'engagement de concrétiser leur aspiration de reconversion professionnelle qui est le fondamental. Cette option a de très faibles chances de prospérer parce que l'activisme politique n'est pas harmonisé à l'intérieur des villes encore moins au sein de la corporation. La multiplicité d'usages et la difficulté de concilier leurs finalités constituent les obstacles à sa non éventualité : le niveau élevé d'engagement des leaders ; des projets d'ascension politique de certains parmi eux ; des liens structurels de certaines organisations avec leurs partenaires politiques. Au-dessus de ces raisons non moins pertinentes, l'activisme politique dans le monde des *zémidjan* est une ressource importante dont les leaders ne peuvent pas se permettre de se priver pour l'entretien de leur position. Leur argumentaire phare pour justifier la non adoption de cette option est de ne pas priver leurs membres de ce qu'ils gagnent en participant à ces manifestations. La solidarité entre leader sert à maximiser la redistribution de ces ressources et explique qu'on retrouve parfois les mêmes membres à des manifestations de différents partis. Ces explications renvoient aux résultats de Prag (2010) sur le mécanisme de reconversion de capitaux des femmes leaders du marché Dantokpa. Les leaders de *zémidjan* transitent d'un champ à l'autre en renforçant réciproquement leurs positions de part et d'autre par un jeu de reconversion de capitaux.

Toutefois, concernant le clientélisme auquel fait allusion sa conclusion, le jeu d'intérêts des parties prenantes exploré de long en large dans ce travail appelle à nuancer sa pratique chez les *zémidjan* comparativement à ce qui a été observé au marché Dantokpa. Autant l'activisme politique est multidimensionnel dans le monde des taxis-motos, autant il est difficile de

catégoriser les relations entre l'ensemble des parties prenantes de clientélisme systémique. La source fondamentale de la différence entre ce qui se passe dans ces deux milieux est liée à la nature des relations de travail entre les acteurs. La relation de travail verticale à Dantokpa établit un lien plus structurel entre les catégories d'acteurs dans différentes filières commerciales (par exemple : grossiste, semi-grossiste et détaillants) qui se répercute dans la vie organisationnelle (beaucoup d'organisations sont basées sur les filières commerciales) ; ce qui donne dans les rapports entre les leaders et leurs membres (*followers*) une continuité de relations Patrons – Clients (Assouma, 2017). L'activité sur place des acteurs du marché les contraint à une constance dans l'orientation partisane portée et incarnée par le leader qui est traduit dans leurs votes. Il s'agit d'un engagement à un "idéal" qui implique un bénéfice pour les membres au plan professionnel dans le retour attendu de l'ascension du leader par le biais de l'engagement politique commun. On se retrouve dans ce cas dans un clientélisme systémique qui permet de comprendre le fonctionnement de ce milieu de travail.

À première vue, la place centrale de l'activisme politique dans le monde des *zémidjan* laisse penser à un système de clientélisme analogue à plusieurs étages. La similarité évidente sur la pratique du clientélisme est au niveau des partenariats entre les leaders de *zémidjan* et les acteurs politiques qui est sur fond d'échanges de services et de biens. Les divers bénéfices que les deux parties peuvent en tirer soit pour atteindre un but électoral ou réussir un mandat, soit pour renforcer sa position de domination ou pour faciliter une transition du champ corporatiste vers le champ politique, répondent à une analyse clientéliste. Sauf que, en évoquant l'activisme politique chez les *zémidjan* ce qui retient le plus l'attention est l'activisme des membres dans les manifestations politiques. Or, ces mobilisations par les entrepreneurs corporatistes, en raison de la nature horizontale des relations de travail, ne sont pas sous-tendues par un lien structurel fort pouvant servir de base à un engagement des membres autour d'un "idéal" politique porté par le leader. La participation des membres aux manifestations politiques est une prestation de service qui n'implique aucune contrainte sur leurs votes, car chacun d'eux a son choix partisan *a priori*. Leur mobilité à double sens leur permet de participer à autant de manifestations de différents groupes politiques durant la même période électorale et même au cours d'une même journée. La double duperie reprochée aux débuts de l'activisme partisan de la corporation (celle des leaders envers les acteurs politiques et celle des membres envers les leaders) n'a plus sa raison d'être. Après plus de deux décennies de pratique continue, chaque acteur de cette partie de la scène politique a conscience de son rôle et de l'utilité des autres. Si malgré cela, dans les grandes villes, les principaux challengers politiques aux élections en sont demandeurs, c'est en

premier lieu pour enjoliver la scène au cours de leur manifestation afin que tous ceux qui doivent y être dans la perception populaire y figurent. Cela démontre une certaine capacité à être un acteur majeur dans le jeu politique. Si le principal acteur du groupe politique n'en prend pas l'initiative, l'un de ses soutiens majeurs le fait.

Au regard de ce qui a cours chez les *zémidjan*, une précision importante à apporter est relative au sens variable du concept d'activisme politique en fonction des acteurs. L'anglicisme « activisme » a été préféré dans notre travail à sa correspondance en français qui serait « militantisme » pour son double sens qui peut désigner soit une activité politique soit un engagement politique qui sont d'une intensité particulière. Le niveau d'engagement des leaders dans leurs activismes les place dans le registre du militantisme alors que celui des membres est du ressort des activités politiques. Néanmoins, compte tenu des relations structurelles de certains mouvements politiques de *zémidjan* avec des partis politiques associés aux autres rôles que jouent les membres de ces groupes dans les processus électoraux (chapitre VIII), on dénote également une part de militantisme dans le rang des membres (même si cela concerne une très faible proportion). Pour autant qu'on peut en conclure, il y a une part significative de clientélisme non figé et à géométrie variable dans le monde des *zémidjan*. Mais, il ne saurait être considéré au même titre que le clientélisme systémique enregistré dans d'autres milieux de travail informel comme au marché Dantokpa. Il s'agit d'un clientélisme de type transactionnel et conjoncturel du fait du caractère intrinsèquement très horizontal des relations entre *zémidjan*. Cette situation découle de l'indépendance relative de chacun par rapport à tous dans la corporation, du fait que le moyen de production est souvent personnel ou la propriété d'un acteur hors de la profession. Ce sont les rapports de dépendance structurelle de type économique, financière et sociale qui produisent les relations de clientélisme politique durable et structurel. Cela n'existe pas ou existe très faiblement dans le monde des *zémidjan*. Par ailleurs, avec les acteurs politiques, le clientélisme est là aussi conjoncturel et transactionnel à des moments précis de l'activité politique : les échéances électorales notamment. Passées les élections, l'intérêt pour les *zémidjan* n'est que secondaire. Ils sont traités comme les électeurs ou les courtiers électoraux dont l'utilité est marginale une fois le pouvoir conquis ou perdu.

CONCLUSION DU CHAPITRE

Ce chapitre a fait un point des principaux acquis corporatistes issus des initiatives collectives des *zémidjan* pour apprécier, à la lumière des conditions nécessaires à leur optimisation, les limites de l'efficacité des stratégies d'action en partie basées sur les partenariats politiques.

En référence aux contextes historiques et aux conditions de travail des conducteurs de taxis-motos dans les années de constitution de ce groupe professionnel (voir chapitres IV et VI), la situation contemporaine dans le milieu professionnel des *zémidjan* présente une nette amélioration. L'efficacité avérée des stratégies d'influence a engrangé des acquis probants pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des *zémidjan*. Cependant, l'analyse des processus de concrétisation des résultats de stratégies à fortes capacités d'impact a ressorti des limites dans les initiatives de consolidation pour en tirer la plénitude des potentialités. Cette faiblesse est en partie liée aux contraintes inhérentes au rôle central des partenariats politiques dans ces stratégies d'action et, en l'occurrence, aux jeux d'intérêts entre les acteurs clés de la négociation de ces partenariats. L'emprise des implications partisans des partenariats politiques constitue un facteur annihilateur à telle enseigne que les leaders de *zémidjan* n'apprécient pas à leur juste valeur les politiques publiques mises en place par les décideurs à différents niveaux, afin d'organiser la corporation pour tirer un meilleur profit de ces opportunités.

La position conférée aux leaders d'organisation en tant que figures de la corporation et intermédiaires avec les acteurs de l'environnement extérieur dont les représentants de l'État, les PTFs, les organisations de la société civile et les partis politiques a été approfondie pour découvrir son érection en une position de captage de la rente redistributive provenant de tous les autres champs. Au rôle d'intermédiaire, s'est greffé celui d'accumulation qui les établit en de véritables « entrepreneurs corporatistes ». Le lien entre l'activisme politique généralisé, qui constitue un des piliers de l'entreprenariat corporatiste, et les récriminations de clientélisme au sein de la corporation a été exploré. En effet, la nature horizontale des relations de travail qui ne favorise pas l'établissement d'un lien fort de relation patron-clients dans le milieu de travail à exporter dans le champ politique, à l'instar de ce qui se passe chez les commerçants du marché Dantokpa dans l'économie informelle au Bénin (Prag, 2010), affaiblit la fermeture de la boucle d'un clientélisme systémique au sein de la corporation. Cette faiblesse permet justement aux membres de faire valoir leur *agency* vis-à-vis des leaders en opérant un choix rationnel de leurs mobilisations pour les types de manifestation, en préférant celles où ils obtiennent un gain direct sans aucun engagement sur leur comportement politique malheureusement au détriment de celles qui pourraient apporter des changements fondamentaux sur leurs conditions sociale et professionnelles. La justification de ce choix est en partie contenue dans la réponse à l'interrogation sur le lien possible entre les pratiques clientélares qui sont relevées et l'accumulation opérée par les leaders.

L'activisme politique multidimensionnel est pratiquée par les *zémidjan* à des fins d'exploitation des partenariats politiques en tant qu'opportunités d'influence sur les décideurs politiques pour atteindre des objectifs corporatistes conformément au modèle synthétisé par Neveu (2015). Sauf qu'elle n'a pas abouti à apporter les changements nécessaires pour la concrétisation des aspirations profondes de la corporation. Les acteurs de *zémidjan* qui de tout temps ont nourri la perspective d'une reconversion professionnelle, celle d'un renforcement professionnel de la corporation étant récente, faute de la réaliser, ont développé des habitudes de vie par défaut de leur carrière. L'aboutissement du processus de professionnalisation du *zémidjan* a créé les conditions d'une carrière professionnelle que la dénégation par les acteurs en raison principalement de son déclassement social empêche de vivre pleinement. Cette obsession de sortir de la profession est un déterminant majeur dans les options opérées par les leaders pour viser leur propre compte à partir du moment où la réalisation de l'intérêt commun n'est pas possible. Les trajectoires des leaders qui ont réussi cette reconversion sont non uniformes et complexes. Il y a ceux qui ont investi le capital financier accumulé à partir de leur position pour se créer une activité dans d'autres filières ; ceux qui ont utilisé leur accession au conseil communal pour saisir une opportunité de recrutement et sont devenus agents de l'administration locale ; et ceux qui ont obtenu une aide directe d'un partenaire politique pour accéder à un autre emploi. Cette position liée à la position de leader a été indiquée par d'autres leaders à Natitingou comme étant une source d'engouement des jeunes diplômés dans la corporation à lutter pour l'accession à la position de premier responsable des organisations. Lors de la première partie de nos travaux de terrain dans cette ville entre novembre et décembre 2015, les premiers responsables de trois organisations sur les cinq qui existaient avaient été déjà engagés dans d'autres fonctions qui les occupaient comme principale activité. L'un d'eux, notamment le Président de l'AN, a pris la succession d'un autre qui n'avait pas pu finir son mandat parce qu'il a eu un emploi hors de la localité. Cette réalité relevée dans toutes les villes est l'une des principales origines des récriminations selon lesquelles les leaders travaillent pour leurs propres intérêts aux dépens de l'intérêt commun.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente thèse est une contribution au débat général sur les dynamiques politiques des acteurs de l'économie informelle dans les pays du tiers monde. Le but visé par cette recherche est de rendre intelligible les implications des relations étroites et complexes entre le champ politique et le milieu du travail informel sur les conditions de travail et de vie des travailleurs informels, à partir du monde des taxis-motos « *zémidjan* » au Bénin. Dans les chapitres précédents, il a été subséquentement exploré diverses pistes pour expliquer pourquoi on assiste à une perception de non amélioration de leurs conditions par les *zémidjan* au Bénin en dépit de leurs relations étroites avec les acteurs politiques par le biais du rôle d'intermédiaire des leaders d'organisation de la corporation.

Cette question de recherche a été abordée en adoptant une approche historisante qui a mis l'accent sur l'*agency* des acteurs. Le *Popular Agency* de Lindell (2010b) a constitué le socle théorique de l'analyse. Les apports socio-historique et biographique associés à une démarche appropriée ont contribué respectivement à mieux cerner les manifestations contemporaines observées à la lumière de l'histoire sociale de la corporation et à montrer « comment des parcours individuels éclairent en étant reliés à des processus socio-historiques et comment, inversement, ces processus peuvent se comprendre à partir de l'analyse de leurs traductions individuelles » (Dubar et Nicourd, 2017 : 4). L'approche s'est avérée extrêmement utile pour parvenir à une compréhension des processus en cours qui, ensemble, participent à répondre à la question, tel qu'il suit :

Repenser l'informalité chez les *zémidjan* : des arguments contre des idées reçues sur l'informel

En abordant la recherche par l'exploration de la genèse du taxi-moto pour éclairer le processus de son passage d'une activité individuelle, à ses débuts, au corporatisme contemporain observé, les résultats ont ressorti sa profondeur historique. Ces racines historiques remontent à une pratique sociale propre à des sociétés traditionnelles du sud-est du Bénin. Cette évidence empirique vient contredire le point de vue répandu dans la littérature que les activités informelles sont des activités spontanées nées en période de crise pour gérer la conjoncture (voir par exemple Gourmelen & Le Roux, 2011 ; Lautier, 2004 ; Touré, 1985). Cette genèse du *zémidjan* qui est antérieure au contexte de la crise socio-économique ayant favorisé son expansion apporte la preuve que cette position théorique n'est pas valable pour toutes les activités catégorisées dans l'économie informelle.

L'analyse du processus d'émergence du *zémidjan* à travers ses mutations temporelles a mis en exergue sa professionnalisation, suivant la conception théorique de la sociologie des professions (Dubar & al., 2015 ; Demazière, 2009). Son établissement en une profession à part entière au Bénin a été la résultante d'une transformation lente et profonde induite par une contribution plurielle. Les conducteurs de *zémidjan* ont, eux-mêmes, joué un rôle primordial qui se reflète dans la structuration de la corporation par le bas. L'importance de cette contribution est qu'elle a été déterminante à la reconnaissance administrative de la corporation. Celle-ci a été implicite, dans un premier temps, au niveau local à travers la responsabilisation des organisations pour régir l'activité dans la quasi-totalité des villes, sauf à Cotonou, avant de devenir formelle à partir de la décision gouvernementale de 1992. Les résultats de terrain ont montré que, dans l'ensemble des quatre villes de la recherche, la structuration de la corporation est partie des initiatives internes de création d'espaces identitaires, notamment les parcs de *zémidjan*. Ceux-ci ont servi de creusets de fertilisation à la multiplication des espaces de socialisation professionnelle qui ont favorisé le développement de l'esprit de corporatisme contemporain dominant dans ce monde social. Les organisations primaires autour de ces parcs et des autres espaces de socialisation ont facilité l'institutionnalisation de la corporation, toujours sur l'initiative des acteurs. Ce résultat clé est à l'antipode de celui de Marchais (2009 : 61- 62) qui a évoqué dans son article la structuration de la corporation des *zémidjan* par le haut en avançant l'argument de l'antériorité de la décision de régulation de l'activité par les autorités locales de Cotonou aux premières manifestations d'organisation au sein de la corporation.

Deux différences fondamentales liées à la démarche de son travail avec celle de cette recherche expliquent cette divergence des résultats. Premièrement, l'approche historisante utilisée dans ce travail a fourni des détails historiques beaucoup plus antérieurs qui ont fait la différence avec l'analyse de Gauthier Marchais construite sur la base historique des événements de régulation intervenus en 1992 et 1993 à Cotonou. La manifestation de la vie associative à Cotonou avec la création de l'UCOTAC en 1993 n'est ni la première manifestation d'une organisation interne à la corporation dans la région de Cotonou, ni le début des initiatives internes de structuration de la corporation. La première manifestation publique de la vie organisationnelle des *zémidjan*, telle qu'elle a été attestée par diverses sources (écrites et orales), est apparue à Abomey-Calavi dans la banlieue de Cotonou par la création de l'UNACOTAMO, dans sa forme initiale, en 1985. Celle-ci est intervenue à la suite de conflits de résistance des *zémidjan* au mode de collecte des taxes sur l'activité par les représentants de l'État. Les initiatives de l'État à cette période, bien avant 1992, étaient de taxer et non de réguler l'activité dans toutes les villes où

elle avait un minimum d'existence dont Cotonou. De plus, dans les autres villes, la création de l'ACVR/Z à Parakou en 1990, l'officialisation à Natitingou en 1991 de l'AN constituée sans formalité administrative depuis 1989 et la création à Kandi du SYNCOTAMOB en 1992, en n'occultant surtout pas les interconnexions de la corporation entre les villes, confortent les évidences de l'existence d'une structuration interne préalable aux initiatives de régulation de l'État. Les triangulations de ces évidences apportent assez de preuves pour réfuter la thèse de structuration de la corporation par le haut de Marchais (2009). On peut ajouter un dernier argument à cette démonstration en faisant observer que la célérité avec laquelle s'est constituée l'Union des Conducteurs de Taxi-moto de Cotonou (UCOTAC) en 1993, que l'auteur a soulignée comme ayant été parallèle à la décision pour étayer sa conclusion de structuration par le haut, n'est pas le fait du hasard. Elle a été facilitée par les organisations primaires existantes autour des espaces de socialisation des *zémidjan*. Le second aspect fondamental de différence entre les démarches est la limitation du champ de recherche de Marchais à la ville de Cotonou. En effet, Cotonou est difficilement dissociable de sa banlieue pour l'analyse des faits sociaux particulièrement en ce qui concerne les questions de mobilité. Un aperçu plus large sur la commune d'Abomey-Calavi, qui constitue la cité dortoir de Cotonou et avec laquelle elle fait une conurbation, aurait permis à l'auteur de cerner un peu plus en profondeur l'historicité de la structuration du monde des taxis-motos pour entrevoir comment cela a émergé par le bas.

En revenant aux actions dont les effets ont concouru à la professionnalisation, elles sont issues également de l'environnement extérieur à la corporation. L'action publique au profit de la corporation provenant d'acteurs non étatiques et étatiques a révélé les potentialités du *zémidjan* dans la mobilisation sociale et a enclenché son établissement en une force sociale. En effet, à la faveur du changement du mode d'intervention de l'aide au développement plus orientée sur l'appui direct que l'appui budgétaire aux États, à partir des années 1980, les agences de coopération au développement et leurs structures d'appui technique pour la mise en œuvre des interventions, dans le rôle de « courtiers en développement » (Bierschenk, Chauveau, & Olivier de Sardan, 2000), ont multiplié les projets de développement qui ont renforcé les initiatives internes de solidarité et d'entraide au sein de la corporation. Ces opportunités, saisies par les *zémidjan*, ont été majoritairement orientées vers le renforcement institutionnel des organisations et pour constituer une alternative aux déficits de protection sociale. Elles ont participé, à la fois, à faire évoluer le statut social du *zémidjan* et à renforcer les conditions pour en faire une véritable occupation professionnelle. La révélation du potentiel de la corporation dans la mobilisation sociale qui en est issue a ouvert une nouvelle ère de sollicitation de sa

position stratégique au plan social.

Du côté des acteurs étatiques, les services techniques de l'État ont également joué une partition dans le rôle d'intermédiaire de la mise en œuvre des projets de développement. Cependant, la contribution la plus distinguée a été les facilités faites par les collectivités locales aux organisations de *zémidjan* pour coproduire le service de transport public. Cela a été affirmé par la décision de régulation prise en 1992 qui a été un acte de reconnaissance administrative formelle de la corporation par l'État central. En dépit de la divergence de vision des régimes des différents présidents qui se sont succédés sur la politique de l'État vis-à-vis de la corporation, les réactions d'adoption, d'acceptation, de résistance ou d'opposition dont ont fait l'objet les décisions gouvernementales de la part des *zémidjan* ont participé, de manière planifiée ou non, à la professionnalisation.

Cette contribution de l'État atteste l'existence de relations structurelles et complexes entre le *zémidjan*, depuis sa généralisation dans le tissu urbain béninois, et l'État à ses différents niveaux : local, déconcentré et central. Ce résultat renvoie à un autre point important de discussion dans le débat scientifique sur les rapports entre l'État et les acteurs de l'économie informelle, tel qu'il a été mentionné dans la revue de littérature. Il positionne, à bon droit, cette thèse à l'opposé du courant théorique qui a soutenu pendant longtemps l'absence de relations entre l'État et les acteurs de l'informel⁹⁶. Les données empiriques présentées tout au long de l'analyse montrent à suffisance les limites de ces analyses qui confinent l'ensemble des initiatives individuelles des travailleurs informels dans des stratégies d'évitement de l'État ou de contournement de la réglementation dans le but, pour certaines analyses qui sont allées plus loin, d'éviter de payer les taxes. En s'inscrivant dans le courant des travaux qui ont mis en lumière l'existence de relations entre les travailleurs de l'économie informelle et l'État, ce travail apporte un peu plus d'éclairage en démontrant l'utilité de telles relations pour les acteurs informels afin d'influencer les décisions politiques. Dans cette optique, l'aboutissement des initiatives collectives en constitution d'organisations dans toutes les villes de la recherche a été dans le but d'entrer en contact avec les représentants de l'État et de développer leurs capacités d'actions. Ce contact leur a permis de créer des espaces formels d'interaction avec les autorités politico-administratives par le biais desquels ils luttent pour défendre leur activité de survie et engranger des acquis favorables à l'amélioration de ses conditions d'exercice. Cette utilité a

⁹⁶ Pour un aperçu sur les tenants de ce courant, voir Lindell, 2010a ; Meagher, 2010.

constitué le fondement des relations de la corporation avec le champ politique.

Au regard de ces premiers résultats, la recherche a fourni de la matière à réflexion pour repenser l'attribut « informel » aux activités catégorisées dans l'économie informelle. En partant du monde des *zémidjan*, le problème se pose en termes d'une adaptation inappropriée de la caractérisation normative d'un travail informel par l'OIT en tenant compte des réalités de son contexte d'exercice. Bien que les principes de professionnalisation soient établis et que l'utilité sociale du *zémidjan* soit prouvée par ses nombreux usages, la prégnance de la définition multicritère de l'OIT sur le cadre légal de reconnaissance formelle d'un travail continue de maintenir au plan normatif la profession du *zémidjan* dans l'informel. En effet, le premier régime de formalisation d'une activité et d'un travail au Bénin est celui du secteur privé qui commence par une reconnaissance administrative⁹⁷, passe par la régularisation vis-à-vis du fisc et s'achève à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) par l'inscription à un régime de sécurité sociale. À l'application, il a été observé que ces critères ne sont pas aisément applicables aux acteurs de l'économie informelle. Pour limiter le caractère inopérant de la loi initiale, il a été créé depuis 1999 un autre régime plus souple à ces acteurs. Il s'agit de la formalisation par la Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale (CMPS) dont les dispositions sont focalisées sur la protection sociale. Pour souscrire à ce régime, le travailleur informel fait une déclaration de revenus moyen mensuel supérieur ou égal au SMIG sur la base duquel se calcule les cotisations mensuelles qu'il doit reverser. En contrepartie, il bénéficie d'une couverture sanitaire durant sa vie active en plus d'une pension de retraite au prorata de ses cotisations durant sa retraite. Malgré la flexibilité de ce dernier, il a été observé une très faible souscription des travailleurs informels.

L'analyse de l'application des critères de ces deux régimes relativement au *zémidjan* révèle des paradoxes qui nécessitent de sortir des schèmes classiques définis par l'État pour apprécier à juste titre son caractère formel ou non. En fait, les critères de reconnaissance administrative et de régularité vis-à-vis du fisc du régime de la CNSS, jugés non applicables, disposent tous d'alternative formelle au niveau des administrations locales qui constituent le point de rencontre de l'État avec la corporation. Certes, aucun des trois types de reconnaissance administrative valide dans le régime de la CNSS n'est présent dans les pratiques des *zémidjan*. Toutefois, ceux-ci sont fortement portés vers l'immatriculation, organisée au niveau des administrations locales,

⁹⁷ Les conditions de reconnaissance administrative reconnues dans ce cadre sont l'immatriculation au registre de commerce, l'immatriculation à l'INSAE (numéro INSAE) et l'immatriculation à l'Identifiant Fiscal Unique (numéro IFU).

à laquelle ils sont assujettis par les décisions de régulation prises par l'État qui leur confèrent tout autant une reconnaissance administrative. Pour ce qui est de la régularité par rapport au fisc, à prouver par une attestation des services fiscaux, sa non applicabilité aux *zémidjan* est liée au fait que les mêmes dispositions de régulation ont prévu le paiement des impôts (le droit taxi) et autres taxes municipales directement auprès des administrations locales de leur localité d'exercice⁹⁸.

Le critère commun aux deux régimes, qu'on reproche fondamentalement aux conducteurs de taxi-moto de ne pas remplir, est celui de la sécurité sociale. Or, en marge des cadres légaux mis en place par l'État pour la sécurité sociale (la CMPS et de la CNSS), les *zémidjan* ont développé des pratiques de reconversion professionnelle à la fin de leur carrière dans des activités qui leur procurent des revenus assimilables à la pension de retraite, tel qu'il a été démontré. De même, ils ne sont pas réticents à s'engager dans des mécanismes de couverture sanitaire comme laisse croire leur manque d'engouement à adhérer à la CMPS. Ils ont été nombreux à souscrire au RAMU avant son interruption et un grand nombre parmi eux utilise les mutuelles de santé pour répondre à leurs besoins sanitaires. Leur justification au sujet de cette faible adhésion à la CMPS est liée, d'une part, à la non satisfaction par rapport à l'effectivité de la prise en charge sanitaire et, d'autre part, par la faible couverture du service sur l'ensemble du territoire national.

Un autre groupe cible de travailleurs informels sur lequel notre programme de recherche a investigué, les commerçants du marché Dantokpa, a donné des justifications analogues. Pour ces commerçants bénéficiant d'une proximité géographique des services de la CMPS, le faible enthousiasme au régime proposé se justifie par l'existence de pratiques propres à leur monde professionnel qui consiste à investir dans le foncier et l'immobilier sous forme de thésaurisation sur le moyen et le long termes pour vivre de leur rente à la fin de leur vie active et en user pour couvrir leurs besoins sanitaires et ceux de leurs ménages. Il est important de rappeler que le commerce au marché Dantokpa constitue pour la majorité des acteurs des entreprises familiales, dont les gestionnaires d'aujourd'hui ont été des héritiers de ceux qui avaient connu la crise économique des années 1970-1980 (Assouma, 2017). Les pratiques dont il s'agit sont le produit d'un héritage culturel. Elles ont été développées à la suite des pertes de capital des commerçants

⁹⁸ L'arrêté interministériel 2006 N° 012/ MTPT/MISD/DC/SG/CTTT/DGTT/SPC/SER portant réglementation de l'exploitation des motos affectées au transport public de passagers (taxis-motos), est la version révisée des dispositions en vigueur qui précisent ces conditions.

causées par les faillites des banques commerciales lors de cette crise et sont ancrées dans les habitudes de gestion héritées par la nouvelle génération de commerçants.

Pour autant qu'on peut conclure à partir de l'analyse des cas de ces deux groupes de travailleurs informels, l'existence de ces divers mécanismes sociaux plus adaptés aux aspirations des acteurs informels, dans une relative indifférence du cadre réglementaire, est une non intégration des réponses endogènes dans l'adaptation des orientations des institutions internationales aux réalités locales en restant trop collées aux formats classiques édités par les politiques top-down. Cela explique le sentiment que ces acteurs ont de remplir toutes les conditions nécessaires d'un travailleur formel et que c'est plutôt les conditions non appropriées mises en place par l'État qui maintiennent l'idée qu'ils sont informels. Les politiques publiques de formalisation proposées par l'État au Bénin ne sont pas suffisamment spécifiques et appropriées pour rendre compte de la situation réelle de tous les travailleurs catégorisés dans l'informel. Les *zémidjan*, tout comme les commerçants du marché Dantokpa et sans doute d'autres catégories de travailleurs dans l'économie informelle que nos travaux n'ont pas couvertes, développent des alternatives qui remplissent l'esprit des critères de formalisation prévus qui ne sont pas pris en compte par le cadre normatif. Cela est en soi une posture de l'État qui impose aux acteurs économiques informels un statut juridique précaire à l'image de ce qui a été relevé par Meagher (2010 : 47) chez les producteurs informels de Aba au Nigéria.

La contribution générale qui résulte de cette approche *agency* et historisante est la nécessité autant pour les législateurs, les décideurs politiques que pour les scientifiques de penser différemment l'informalité des *zémidjan*, de manière spécifique, et requestionner les idées reçues sur la catégorisation des acteurs de l'économie informelle, d'une manière générale. L'informel n'est pas statique. Il est constamment en évolution en relation avec le contexte pouvant entraîner des changements internes aussi profonds que la professionnalisation d'une activité. L'informel n'est pas non plus le désordre marginal. Il a ses logiques et mécanismes de fonctionnement avec des acteurs qui agissent de façon rationnelle et adaptée. Enfin, l'informel n'est pas isolé de l'Etat. Ses liens complexes avec l'Etat servent de méandres avec le champ politique dans la construction de réseaux avec d'autres acteurs stratégiques pour atteindre le but d'un développement inclusif à leur profit.

De la recherche de la rencontre avec l'État pour l'amélioration de leurs conditions à la connexion avec le champ politique

En analysant les relations des acteurs informels avec l'État, Kate Meagher (2010) a montré la dépendance du caractère politique des organisations dans l'économie informelle aux contextes socio-historique-politiques dans lesquels ils opèrent. En concordance avec ce point de vue, l'évolution de la nature des relations structurelles des *zémidjan* avec l'État de même que le caractère politique de leurs organisations a été sous l'influence des contextes politiques national et local. Le développement de cette thèse, a montré que durant le régime militaire révolutionnaire de parti unique ayant précédé la démocratie la vie associative des *zémidjan* a été inactive du point de vue corporatiste. Cette période ne se prêtait pas à une quelconque manifestation de *voice* des travailleurs soient-ils formels ou informels au-delà des cadres corporatistes mis en place par le régime. Vers la fin du régime la crise socio-économique qui est survenue a légèrement modifié la posture des représentants de l'Etat dans leurs interactions avec les opérateurs de taxi-moto. Bien que ce changement dans le contexte ait réuni, à la fin des années 1980, les conditions de maturation de la dynamique organisationnelle embryonnaire interne et l'éclosion de la vie associative, la capacité d'actions des organisations pionnières reflète un engagement politique limité. La période démocratique qui a suivi a été, à l'inverse, un environnement favorable à l'émancipation des activités informelles et un catalyseur des initiatives collectives de rapprochement des pouvoirs locaux pour l'institutionnalisation de la corporation dans la plupart des villes. Cette intensification des relations au niveau local, renforcée par les décisions de régulation prises par l'État central, a été libératrice de l'engagement politique des *zémidjan* dans la lutte pour l'amélioration de leurs conditions. La démocratie a entraîné une dynamisation de la vie organisationnelle portée vers le corporatisme à l'image de ce qui a été relevé par Prag (2010 :80) au marché Dantokpa et de manière plus large dans d'autres secteurs d'activités de l'économie informelle (Assouma, 2018). L'avènement de la décentralisation une décennie après a offert de nouvelles possibilités d'expression politique à travers la participation des acteurs au jeu politique local. L'impact de la décentralisation sur la corporation des *zémidjan* répond à la même logique que celle ressortie par Kaag (2001) et Blundo (1998) dans l'analyse de la décentralisation en milieu rural au Sénégal. L'irruption de la politique au niveau local qui enclenche des dynamiques sociales et politiques entraînant des clivages profonds au niveau des organisations sociales a affecté le milieu des taxis-motos en faisant de la décentralisation un catalyseur de l'entrée dans l'arène politique. Le caractère excessif de cet engagement politique l'a exacerbé en une « partisannerie ». La localisation des luttes politiques a ainsi créé un nouveau type

d'organisation en relations structurelles avec des acteurs politiques et agissant comme des organes satellites de partis politiques.

Certes, l'institutionnalisation de la corporation, qui a engendré des organisations et des leaders comme porte-voix, avait pour but de répondre à leur besoin d'entrer en relation avec les représentants de l'État, afin de mieux tirer profit des possibilités partagées par la démocratisation. Mais, cette ambition a rencontré celle des acteurs politiques, qui sont les potentiels décideurs politiques dans le processus de désignation par voie électorale des gouvernants, et qui cherchent à accroître leur potentiel électoral par extension de leurs réseaux de partenaires à des fins partisanses. Le mariage de ces ambitions a étendu les relations avec les représentants de l'État vers des relations partisanses qui en ont constitué le ciment. En somme, malgré l'influence variable des contextes politiques au fil du temps, il s'est développé une relation structurelle avec l'État et le champ politique ; même s'il faut noter qu'en cela, on assiste quand-même à une diversité qu'on pourrait prendre comme le résultat de l'*agency* des uns et des autres.

Corrélation entre le niveau de développement des centres urbains et le lien partisan au sein de la corporation

La décentralisation a densifié la connexion du monde des *zémidjan* au champ politique dans toutes les villes. Cependant la dynamique observée est variable d'un centre urbain à l'autre.

Pour ce qu'il en est des quatre villes de cette recherche, bien avant la décentralisation, déjà durant la première décennie du renouveau démocratique, la métropole économique et politique nationale Cotonou avait d'ores et déjà vu le clientélisme et les clivages de la politique nationale se transférer au sein de la corporation des *zémidjan*. Cette interrelation qui a pris corps timidement a connu une évolution très rapide sous l'influence des enjeux politiques nationaux. Débutée discrètement, cette cohabitation mal perçue a subtilement trouvé le moyen de se conforter dès que des voies critiques de la société civile ont évoqué le risque que la partisanerie compromette la lutte corporatiste. Ainsi, la forme d'organisation la plus convenable à l'épanouissement de telles relations a été imaginée par l'instauration de mouvements politiques dans la corporation. Si dans la forme, il s'agit d'une tentative de distinction entre les organisations corporatistes et les organisations partisanses, le discernement dans le fonds, pour ce qui concerne les acteurs mobilisés et dans la perception populaire par rapport aux acteurs sur les deux scènes, est loin d'être évident.

Les villes de Parakou puis Natitingou ont été par la suite touchées par le phénomène de

« partisanisme » au début des années 2000 qui coïncide avec l'ère de la décentralisation. Le transfert des clivages politiques nationaux dans la corporation de ces villes a transité par les luttes politiques locales émanant de la décentralisation. La corporation a été plus exposée en fonction du niveau de développement et de l'importance géo-politico-stratégique de la ville. Ce qui signifie que l'intensité du « partisanisme » est corrélée avec le niveau d'urbanisation et le statut du centre urbain. Cela explique pourquoi il est survenu plus rapidement et plus intensément successivement à Cotonou, Parakou et Natitingou et qu'on ne l'a pas entrevu sous une forme aussi aboutie à Kandi.

Deux facteurs peuvent être associés à cet état de choses. Le premier est le potentiel démographique du centre urbain qui détermine son poids électoral. Les villes à plus forte population suscitent plus d'intérêt de la part des grandes formations politiques qui s'affrontent âprement pour prendre le contrôle du vivier électoral. Les groupements professionnels dont les organisations des taxis-motos sont des partenaires stratégiques pour y parvenir. Le second facteur est lié aux potentialités économiques des villes. Plus la ville est grande, plus les ressources internes mobilisables sont diversifiées. Les communes à statut particulier⁹⁹ à l'image de Cotonou et Parakou, ont plus de privilèges, dans les réciprocitys d'intérêts des partenariats politiques, de concéder des facilités de réduction des taxes à payer ou de manquer de rigueur sur leurs collectes durant une année préélectorale (d'avant élection) ou une année électorale que les villes de Natitingou et Kandi. Mieux, il a été clairement expliqué par les différents acteurs qu'en raison des besoins de mobilisation de ressources internes pour le financement du budget de la mairie, il n'est pas envisageable que des intérêts partisans affectent négativement les recettes de la ligne budgétaire dédiée aux taxes perçues sur les *zémidjan* à Kandi. Cela a un rapport avec la faible intensité du partisanisme qui ne s'y est pas encore matérialisé. Du côté de Natitingou, la conjugaison de ces facteurs justifie que les relations partisans soient conjoncturelles et moins structurées.

Bien que les points de départ des relations avec l'État, principalement avec les pouvoirs locaux qui constituent l'interface avec les *zémidjan*, n'aient pas été de même nature, la situation contemporaine dans toutes les villes est l'implication des organisations de *zémidjan* dans la gouvernance de leur corporation sous la tutelle des mairies, par une délégation partielle ou totale du pouvoir. Chaque ville par son histoire particulière a connu des périodes de conflits et de

⁹⁹ Au cours de notre période de collecte de données de terrain, il existait deux types de commune à savoir : les communes à statut particulier jouissant d'une autonomie de gestion et les communes ordinaires.

mutations qui ont engendré des différences entre les modes de gouvernance en cours. L'évolution des rapports de pouvoir entre les acteurs de taxis-motos et les administrations locales, en lien avec les changements dans l'environnement interne (institutionnalisation, scissiparité organisationnelle, regroupement en faîtière, etc.) et externe (révolution, démocratie, décentralisation, etc.), a déterminé les types de stratégies utilisées par les différentes parties pour parvenir à ces modes de gouvernance.

Le rôle multiple du lien partisan dans ces processus permet aux gouvernants de conserver la capacité de façonner les organisations de travailleurs informels vulnérables dont les gros effectifs peuvent représenter des menaces en termes de pressions sociales si elles ne sont pas contrôlées. Il est également clair que ces organisations de travailleurs informels, détentrices de pouvoir informel, semblent conserver la capacité de s'assurer que les interventions des gouvernants ne perturbent pas leur pouvoir et assurent un minimum de garantie de survie de leur activité. Ce pouvoir des organisations est porté par les leaders dont l'analyse de la position et de l'*agency* a eu une place importante dans cette thèse.

Entrepreneurs corporatistes et utilisation de l'espace politique

La dimension analytique de cette thèse sur les leaders de *zémidjan* a été une contribution heuristique en comblant quelque peu le vide observé dans les études des élites qui ont été jusqu'ici muettes sur ceux appartenant à une corporation socialement déclassée. Le chapitre sur les leaders a apporté une compréhension sur plusieurs aspects d'une telle catégorie d'élite absente dans les réflexions théoriques en anthropologie politique de manière singulière et dans les sciences sociales de manière plus large.

À partir du rôle d'intermédiaire à eux dévolu par les mécanismes de domination subie mis en place à travers l'institutionnalisation de la corporation, ils sont les personnages centraux dans les interactions avec les autres champs sociaux. Dans le monde des *zémidjan*, l'usage de la légitimité conférée aux leaders d'organisation, d'assurer l'intermédiation pour défendre les intérêts communs, à des fins de constitution d'une position rentière a exacerbé les rivalités internes. L'affaiblissement du système économique interne que cela a généré a conduit les leaders à recourir à d'autres sources pour se pourvoir en biens redistributifs afin d'entretenir leur position de domination. Ils ont saisi dans un premier temps les opportunités de prestations de publicité et de captages de la rente des interventions de développement. Ils ont saisi, par la suite, les opportunités de partenariats avec les acteurs politiques qui constituent depuis lors l'une des principales ressources d'accès et d'entretien de la position de leader au sein de la

corporation. La dynamisation des liens entre les acteurs politiques et les *zémidjan*, depuis le retour au multipartisme à l'ère démocratique, étant entretenu par le biais de contacts et d'échanges de faveurs. L'intégration du clientélisme politique a donc son utilité pour la continuité du fonctionnement de l'institutionnalisation de la corporation. En dépit de l'accentuation de la tendance au factionnalisme que la connexion avec le champ politique a induit, des acquis probants ont été à l'actif des actions collectives de la corporation. Cependant, la diversité des relations entre les acteurs de la corporation et les représentants de l'État, ainsi que les logiques divergentes qui gouvernent le sens de ces relations, ne favorisent pas une concrétisation des aspirations profondes des conducteurs de *zémidjan*.

Il faut noter que la transition de la force sociale constituée par les *zémidjan* dans le champ politique, avec en première ligne les leaders corporatistes, a servi à un activisme politique multidimensionnel qui touche la corporation dans sa plénitude par le biais d'une variété de partenariat politique. L'envergure de l'activisme, les enjeux autour, voire son utilité du point de vue à la fois institutionnel et social, incite à conclure qu'il représente « un mal nécessaire » pour la corporation. La connotation à la fois négative et positive qui ressort de cette conclusion est liée aux effets souvent contradictoires des partenariats politiques qui sous-tendent l'activisme politique sur les luttes corporatistes. À ce propos, dans les quatre villes la recherche, les autorités locales, auxquelles il faut ajouter à Cotonou la première autorité politico-administrative du pays, le Président de la République, de manière fluctuante en fonction des régimes au pouvoir, ont représenté des partenaires stratégiques qui ont facilité les principaux acquis de la corporation. Cependant, les partenariats avec ces mêmes acteurs se sont révélés comme l'un des principaux points de faiblesses à l'optimisation des principaux résultats produits par les actions collectives à grand impact. Il en est de même pour la source importante de biens redistributifs que l'activisme politique constitue pour les acteurs pendant que sa pratique trop prononcée a engendré une culture défavorable à la mobilisation des membres pour les manifestations corporatistes de défense des aspirations profondes de la corporation.

La très forte implication dans l'activisme politique et le parisianisme incarné par les leaders véhiculent l'image d'un clientélisme généralisé dans le monde des *zémidjan*. Alors qu'ici, le clientélisme fonctionne à la fois comme un concept explicatif et comme une étiquette normative et morale (Combes & Vommaro, 2012). Il est une étiquette normative pour ce qui est relatif à la participation de la corporation aux manifestations à caractère partisan et explicatif des échanges autour des partenariats entre leaders et acteurs politiques. L'évidence qui ressort de ces résultats est qu'on est loin d'une relation de clientélisme politique systémique.

L'analyse des processus historiques a relevé un certain nombre de constats qui ont façonné l'image des leaders qui tirent profit de l'engagement politique de la corporation au détriment des intérêts communs. Ceux-ci ont conduit à la construction du concept d'entrepreneur corporatiste. Dans les faits, la position d'intermédiaire des leaders pour le captage des opportunités en vue d'atteindre les buts communs a progressivement muté en une position d'accumulation personnelle de ressources. Aussi, la reconversion de capitaux entre les champs politiques et corporatistes est-elle utilisée dans les projets d'ascension politique ou corporatiste ainsi que pour la reconversion professionnelle des leaders. En dehors des capitaux immatériels, des mécanismes de ponction sur les transactions financières au sein des organisations leurs servent d'accumulation de capital financier. En dehors de la mobilisation de diverses ressources pour l'ascension à la position et son entretien, le caractère rentier qu'elle revêt désormais vient parachever sa posture d'entrepreneur.

Principale fondement de la perception de non satisfaction des acteurs par rapport à l'utilisation stratégique de l'espace politique

Les éléments élaborés ci-dessus mènent à une réponse à la question du départ qui cherche à expliquer la perception d'une non amélioration des conditions de travail et de vie par les acteurs de la corporation de *zémidjan* en dépit de l'utilisation stratégique de l'espace politique par le truchement des leaders d'organisation.

D'abord, retournons aux hypothèses ayant servi de lignes directrices à la conduite de la recherche. La première hypothèse a postulé que l'équilibre des rapports de pouvoir entre les leaders d'organisations de taxis-motos et les autres acteurs stratégiques dans la prise de décisions sont en défaveur des leaders et limitent leur capacité à influencer les décisions pour concrétiser les aspirations communes aux acteurs de leur corporation. Par rapport à cette hypothèse, les résultats sur la capacité réelle d'influence des leaders dans les instances de prise de décisions suggèrent que, malgré leurs efforts d'accès à certaines instances, leur importance en nombre est très limitée. Cependant, ils ont fait preuve d'une réelle capacité d'influence sur les décisions qui sont prises en exploitant la variété des acteurs de l'environnement externe dans ces espaces par la mobilisation de réseaux d'alliances stratégiques. Cela leur permet de compenser significativement le déséquilibre des rapports de pouvoir. Les acquis engrangés avec des changements significatifs pour la corporation en sont des résultats probants. Toutefois, il faut noter que les stratégies, qui ont touché tous les niveaux de décisions étatiques, n'ont pas su saisir de manière efficace les opportunités pour concrétiser la principale aspiration commune de la corporation. L'éclairage apporté sur les résultats de l'action du leader a montré qu'ils ont

été au profit de la corporation par rapport aux questions soulevées dans les cadres de décision portant sur l'amélioration des conditions d'exercice du *zémidjan*. Par contre, la position d'intermédiaire a permis aux leaders de leur côté d'améliorer leurs conditions en concrétisant l'aspiration de reconversion professionnelle à leur propre profit.

La seconde hypothèse a postulé que les questions centrales aux actions collectives de la corporation des taxis-motos n'émanent pas d'un processus d'élaboration qui s'inscrit dans une démarche participative effective au sein des organisations pouvant les insérer dans une vision commune, qui prend en compte à la fois les préoccupations des membres ordinaires et celles des leaders. Il est clairement ressorti que les questions centrales varient en fonction des types d'initiatives collectives et concordent très peu avec les principales aspirations des *zémidjan*. Cette absence de concordance constitue l'une des principales entraves à l'optimisation des acquis. La pratique dans le monde des *zémidjan* ne procède pas par une démarche inclusive au sein des organisations pour déterminer une plateforme revendicative ou de doléances encore moins pour définir les stratégies d'actions qui est un rôle dévolu aux leaders. Cet état de fait limite l'*agency* des membres dans sa capacité à contrôler puis contraindre le leader dans son action, afin qu'il ne s'écarte pas véritablement de la vision du groupe au sein de leurs organisations. On peut donc comprendre que la fréquence des actions collectives spontanées est une forme d'expression collective non planifiée et encadrée des préoccupations que les membres n'ont pas eu l'occasion de faire passer comme préoccupations majeures au sein de leurs organisations. Cela justifie sans doute le succès par la forte mobilisation autour de ce type d'initiatives. Dans ces conditions, il est difficile de parvenir à la construction d'une vision commune sur les priorités de la corporation intégrant les attentes des différents types d'acteurs.

Abordons ensuite, les éléments de compréhension apportés sur la préoccupation au cœur de l'objet de recherche qui a été à l'origine de son développement. Il stipule que la perception de non amélioration des conditions de travail et de vie des acteurs de *zémidjan* au Bénin, en dépit de leurs relations étroites avec les acteurs politiques à travers le rôle d'intermédiaire des leaders d'organisation de la corporation. À cet effet, concernant les conditions de travail des acteurs de *zémidjan* au Bénin, avec leurs implications sur les conditions de vie des travailleurs, des avancées substantielles ont été obtenues et ont matérialisé le changement significatif de la situation sociale du *zémidjan* comparativement aux années de sa généralisation vers la fin des années 1980. Ces acquis ont été possibles grâce à la contribution notoire de l'engagement politique des acteurs de la corporation dans leur ensemble. Les relations étroites des leaders d'organisation ne sont que le reflet d'un activisme politique généralisé qui, derrière l'aspect de

clientélisme politique qu'il laisse entrevoir, est en réalité une exploitation des fenêtres d'opportunités pour capter l'action publique en faveur de la corporation. L'activisme politique n'est donc pas à totalement dissocier de l'action collective et de la lutte corporatiste et l'ensemble des acteurs de la corporation y participe et y tire profit. Quelle est alors la principale source d'insatisfaction exprimée par les acteurs de *zémidjan* ?

En effet, les moyens mobilisés par les *zémidjan*, les stratégies d'actions collectives déployées et la nature de leur activité focalisent beaucoup plus leur lutte sur les intérêts immédiats pour faire face aux préoccupations quotidiennes de survie. L'aspiration profonde de reconversion professionnelle qui nécessite un engagement sur les chantiers de longs termes n'a pu être concrétisée. En décryptant la profession par défaut du *zémidjan*, il a été démontré que la nécessité de reconversion en fin de carrière a un but d'acquisition d'un statut social valorisant, ce qui matérialise une réussite au final de la carrière du *zémidjan*. La forte charge de la stigmatisation sociale vécue par le conducteur de taxi-moto ayant produit un effet de dénégation de sa carrière l'inscrit dans une trajectoire de reconversion professionnelle indispensable à la fin de sa carrière de *zémidjan* en vue de s'offrir un nouveau statut social. Ce que ne lui garantit pas le régime de prévoyance retraite et les autres régimes de formalisation proposés par l'État. L'environnement social non valorisant de sa carrière de *zémidjan* qui l'embrigade à vivre sa profession par défaut, ne l'autorise à opter pour le statut de "*zémidjan* retraité". Plus explicitement, l'amélioration des conditions de vie est aussi de parvenir au changement de la perception sociale négative vécue qui s'entreprind par le changement de position professionnelle. À défaut d'atteindre ce but collectif, les entrepreneurs corporatifs parviennent à utiliser les ressources accumulées par leur position pour tirer leur épingle du jeu. Cela vient renforcer le ressenti d'insatisfaction des membres de la corporation sur fond de critiques de détournement d'objectif de la lutte commune à des fins personnelles par les leaders. Dans le contexte d'une profession par défaut où l'environnement de l'action collective est tel que décrit, il sera difficile qu'il en soit autrement.

Cette exploration anthropologique dans le monde des *zémidjan* au Bénin est à son terme. Cependant, les dynamiques politiques au sein de la corporation des *zémidjan* sont un processus continu. Évidemment le phénomène analysé se poursuit au-delà de notre période d'enquête de terrain. Son évolution n'est ni unidirectionnelle, ni prédictive car parfois tributaire de facteurs contingents. De même, les facteurs associés sont divergents et se renouvellent en fonction des mutations intervenant tant dans l'environnement interne qu'externe. Il serait donc intéressant que d'autres recherches explorent les nouvelles orientations induites par le contexte

de la gouvernance de réformes qui est instauré au Bénin depuis 2016 et touche progressivement tous les secteurs de la vie socio-économique et politique, afin d'éclairer leurs implications directes et indirectes sur les acteurs de *zémidjan* ainsi que les manières par lesquelles ceux-ci défient, réagissent ou s'adaptent à la variété de contextes qu'on peut rencontrer dans diverses localités pour atteindre leurs aspirations profondes. La profession de *zémidjan* poursuit sa mutation avec l'association d'applications numériques pour accroître encore plus la proximité du service. Cela facilite aussi son intégration dans des paquets d'offre de transport urbain, ensemble avec les Uber-taxis, à l'instar des « *Go Zem* », qui peut être aussi une piste d'exploration des nouvelles évolutions tant du service, de la profession que des dynamiques économiques et des nouveaux acteurs impliqués. Enfin, un intérêt plus large de ce travail, est qu'il montre l'utilité de l'approche historisante focalisée sur l'*agency* à rendre visibles et compréhensibles des dynamiques complexes et diffuses. Elle permet d'appréhender comment ces dernières contribuent au changement social et surtout comment des acteurs souvent jugés marginaux – comme les travailleurs de l'économie informelle – y ont un rôle non négligable à jouer.